



Convention scolaire romande

Rapport explicatif (consultation du 16.02.2006 au 30.11.2006)

Table des matières

Le projet de convention en bref	3
1 Contexte	5
1.1 Contexte historique	
1.2 Contexte actuel	
2 Objectifs de la Convention scolaire romande	6
2.1 Rappel des objectifs généraux fixés par la CIIP dans la Déclaration d'avril 2005	
2.2 Objectifs de la Convention scolaire romande	
3 Commentaire général du projet	8
3.1 Portée de la Convention scolaire romande	
3.2 Éléments du plan d'études cadre romand à introduire dans la Convention scolaire romande	
3.3 Harmonisation des structures	
3.4 Formation continue des enseignant-e-s / Formation des cadres scolaires	
3.5 Moyens d'enseignement et ressources didactiques communs	
3.6 Contrôle parlementaire	
3.7 Compétence générale d'émettre des recommandations dans les autres domaines non touchés par la Convention scolaire romande	
3.8 Voie de recours	
4 Commentaire article par article	18
4.1 Les parties	
4.2 Les sources	
4.3 Les articles	
5 Finances	31
5.1 Budget actuel de la CIIP	
5.2 Conséquences financières de la Convention scolaire romande	
6 Calendrier	33
7 Documentation complémentaire.....	35
7.1 Nouveaux articles constitutionnels sur l'éducation	
7.2 Projet d'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse	
7.3 Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)	
7.4 Textes juridiques divers	
8 Convention scolaire romande	37
Chapitre premier : Dispositions générales	
Chapitre 2 : Coopération intercantonale obligatoire	
Section 1 : Domaines de coopération	
Section 2 : Plan d'études cadre romand	
Chapitre 3: Dispositions organisationnelles	
Chapitre 4 : Contrôle parlementaire	
Chapitre 5 : Voie de recours	
Chapitre 6 : Dispositions transitoires	
Chapitre 7 : Dispositions finales	

Le projet de convention en bref

Les cantons membres de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) ont renforcé leur collaboration depuis plusieurs décennies déjà. Dernièrement, ils ont adopté une «Déclaration sur les finalités et les objectifs de l'École publique» (2003), suivie d'une Déclaration politique annonçant la création d'un véritable «Espace romand de la formation» (avril 2005).

Le présent projet de Convention intercantonale, soumis à la ratification des cantons romands (le Tessin n'y adhèrera pas), instituera cet «Espace romand de la formation»; le plan d'études cadre romand (PECARO), dont la version finale est attendue en 2006, en sera le principal fondement.

En parallèle, les efforts d'harmonisation scolaire se développent au niveau suisse: projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP); révision des articles constitutionnels sur l'éducation, telle que proposée par le Parlement fédéral –en collaboration avec la CDIP– et soumise au peuple suisse en votation populaire le 21.5.2006.

Dans ce contexte national d'harmonisation de l'école obligatoire, les responsables romands de l'instruction publique souhaitent que «l'Espace romand de la formation» jouisse d'une assise suffisamment forte pour jouer un rôle déterminant dans la mise en place et l'application de la future coordination suisse.

Contenu

Le projet de Convention scolaire romande entend principalement :

- *confirmer plusieurs objectifs visés par l'Accord CDIP (cf. début de l'école obligatoire à quatre ans; durée des degrés scolaires; portfolios);*
- *mettre en œuvre – au niveau de la CIIP – les tâches que l'Accord suisse délègue aux conférences régionales (cf. articles 7 et 8):*
 - > *développement et mise en œuvre de tests de référence basés sur les standards nationaux de formation;*
 - > *harmonisation des plans d'études;*
 - > *coordination des moyens d'enseignement;*
- *régler les domaines de coopération spécifiques à la CIIP, notamment:*
 - > *précisions supplémentaires sur les degrés scolaires;*
 - > *contenus de la formation de base des enseignant-e-s;*
 - > *formation continue des enseignant-e-s;*
 - > *formation des cadres scolaires;*
 - > *éléments d'harmonisation relatifs à d'autres domaines de l'instruction publique, etc.*
- *légitimer la coopération scolaire romande, en instaurant un suivi parlementaire (création d'une commission interparlementaire ad hoc, composée de sept député-e-s par canton).*

Agenda de réalisation

De mars à fin novembre 2006, une consultation est lancée auprès des cantons romands, de leur parlement (via la commission interparlementaire), ainsi que des partenaires habituels de la CIIP (associations d'enseignant-e-s et de parents d'élèves). Par souci de clarté, la CIIP a décidé de lier la procédure de consultation sur la Convention romande à celle organisée par la CDIP sur l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire.

En 2007, la CIIP adoptera un texte final de Convention, revu sur la base des remarques formulées lors de la consultation.

Dès 2008, la Convention sera soumise à la ratification des parlements cantonaux romands. Dès que trois cantons y auront adhéré, elle entrera en vigueur dans un délai de six mois. Les cantons signataires auront alors quatre ans pour mettre en œuvre les objectifs visés.

1 Contexte

1.1 Contexte historique

Constituée il y a 132 ans, la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (ci-après CIIP) a adopté en 1972 son premier plan d'études commun, de manière non contraignante, mais repris par l'ensemble des cantons intéressés, (« CIRCE¹ » pour les degrés 1 à 4).

Des plans semblables ont suivi en 1979 pour les degrés 5 et 6, ainsi qu'en 1986 pour les degrés 7 à 9.

En 1996, la CIIP s'est dotée de nouveaux statuts, dans un souhait de « consolider et mettre à jour les acquis en matière d'harmonisation des plans d'études de l'école enfantine et de la scolarité obligatoire ».

En 1999 et en 2003, cette révision s'est accompagnée de Déclarations sur les finalités et les objectifs de l'École publique qui ont mis en avant les missions d'éducation et d'instruction de l'école.

Au début de l'an 2000, la Conférence a consolidé ses intentions par le projet d'un plan d'études cadre romand (PECARO) destiné à harmoniser les plans d'études cantonaux, en décrivant la progression des apprentissages traduits en objectifs prioritaires. Ce plan a été mis en consultation au courant de l'année 2004. Après plusieurs échanges menés sur les résultats de cette consultation, la CIIP a présenté ses intentions politiques le 15 avril 2005 – avec comme point central la signature d'une **convention intercantonale scolaire romande, à adopter par les parlements des cantons romands**.

1.2 Contexte actuel

La Déclaration politique de la CIIP du 15 avril 2005 a résumé de la manière suivante le contexte actuel dans lequel s'inscrit la démarche d'harmonisation :

« A l'instar des autres pays du monde occidental, la Suisse est confrontée à la transition d'une société industrielle à une société de l'information. Sur le plan économique, notre compétitivité dépend toujours plus du haut niveau de qualification de notre main-d'œuvre et de notre potentiel d'innovation. La réussite de ce passage dépendra de notre capacité à maîtriser aussi bien l'expansion prodigieuse des connaissances que les vecteurs qui permettent leur transmission, à savoir les nouvelles technologies de l'information et de la communication. La politique de la formation est donc devenue un objet de débat comme l'illustre par exemple l'impact, fortement médiatisé, d'enquêtes internationales du type de PISA.

Depuis quelque temps, la formation fait l'objet de nombreuses interventions parlementaires, aux plans fédéral et cantonal, qui portent sur l'harmonisation des objectifs, des contenus, voire des structures, avec à la clef des velléités centralisatrices.

1 Commission intercantonale romande pour la Coordination de l'enseignement, créée en 1967.

Ces interventions sont révélatrices d'attentes face à l'école publique mais aussi d'une polarisation idéologique de plus en plus marquée, qui oppose, de manière souvent caricaturale, les partisans d'une école utilitariste, fondée sur la compétition et la responsabilité individuelle, aux tenants d'une école égalitaire, promotrice de justice sociale, où se confondent les principes de l'égalité des chances et de l'égalité de réussite. Il est donc impératif, dans un système fédéraliste comme le nôtre, de retrouver un véritable consensus politique sur l'école publique. »

C'est dans ce contexte que la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) a aussi été amenée à renforcer la collaboration intercantonale, en adoptant des plans d'action coordonnés et en préparant l'introduction de standards de formation pour la fin de la scolarité obligatoire, dans le cadre du projet HarmoS. Ce processus, mené en parallèle et en cohérence avec le débat des Chambres fédérales sur la révision des articles constitutionnels sur l'éducation, devra déboucher d'ici 2007 sur l'adoption d'un nouvel Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, mis en consultation en parallèle avec le projet de Convention scolaire romande.

2 Objectifs de la Convention scolaire romande

2.1 Rappel des objectifs généraux fixés par la CIIP dans la Déclaration d'avril 2005

> Création d'un Espace romand de la formation :

De l'école enfantine à la fin du degré secondaire 1, la Convention scolaire romande permettra non seulement de fixer les objectifs pédagogiques communs, mais encore de jeter les bases d'un véritable Espace romand de la formation.

Celui-ci devrait notamment :

- conduire progressivement à fixer le début de l'école obligatoire à quatre ans (ainsi que les travaux de coordination sur le plan suisse –CDIP– le prévoient dans le projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire), et
- permettre de travailler à la création de cycles pédagogiques ou d'apprentissages, tels que décrits dans le plan d'études cadre romand (PECARO).

> Efforts communs sur la qualité :

Sur la base d'objectifs communs, la Convention scolaire romande permettra de créer à l'échelle de la Suisse romande des tests de référence. Il sera alors possible d'évaluer dans chaque canton et dans chaque région la manière dont ces objectifs auront été atteints. La Convention

scolaire romande constitue donc un outil indispensable à l'amélioration de la qualité de l'école publique.

> **Renforcement de la transition entre le secondaire 1 et le secondaire 2:**

Le PECARO est conçu pour offrir à l'élève un véritable programme de formation individuel qui débouchera en fin de scolarité sur des profils de compétence, eux aussi communs à toute la Suisse romande.

Les profils de compétence permettront de mieux assurer le passage de l'école obligatoire aux filières de l'école postobligatoire, en adaptant la formation des élèves à la nécessité d'intégration dans la vie professionnelle ou de poursuivre des études. Ils serviront également à documenter avec précision les maîtres d'apprentissage ou les écoles du secondaire 2 sur les capacités des élèves.

Le PECARO, outil indispensable de réalisation de l'Espace romand de la formation, constitue une synthèse des efforts de coordination en matière d'objectifs (plans d'études), de formation des enseignant-e-s, de mise à disposition de moyens d'enseignement, de ressources didactiques et d'évaluation du travail des élèves.

2.2 Objectifs de la Convention scolaire romande

Dans le contexte donné, la Convention scolaire romande annoncée sous le titre «Espace romand de la formation» va constituer un complément à l'Accord intercantonal pour l'harmonisation de la scolarité obligatoire. Elle devra permettre:

- d'une part, de mettre en œuvre au niveau de la CIIP les tâches que le projet d'Accord suisse, dans ses articles 7 et 8, délègue aux conférences régionales (développement et mise en œuvre de tests de référence basés sur les standards nationaux de formation; harmonisation des plans d'études; coordination des moyens d'enseignement)²,
- d'autre part, de fixer les domaines complémentaires à ceux déterminés par le projet d'Accord CDIP, dans lesquels les cantons signataires se fixent des objectifs communs (p. ex. précisions supplémentaires sur les degrés scolaires, formation continue des enseignant-e-s, formation des cadres scolaires, éléments d'harmonisation relatifs à d'autres domaines de l'instruction publique, etc.)

Si la constitution de l'Espace romand de la formation vise une meilleure coordination et une qualité basée sur les meilleures pratiques de chacun des cantons qui y participent, elle suit aussi un principe de rationalité : ainsi, les activités liées à l'Espace romand de la formation relèveront :

- d'une part, du secrétariat général de la CIIP et des ressources dont il dispose aujourd'hui,
- d'autre part, en ce qui concerne une partie des projets, de la mise en commun des ressources dont dispose chacun des départements cantonaux concernés pour assumer au niveau cantonal les tâches qui s'y rapportent.

² Il convient de rappeler ici que, pour une part importante de ces tâches, on donne une forme juridique à des pratiques romandes dont les origines remontent à 1969/70.

Quant aux adaptations structurelles, et plus particulièrement à l'introduction de l'École obligatoire dès l'âge de quatre ans –qui relève avant tout de la coordination au niveau national– elles devront faire l'objet de modalités de financement propres à chaque canton; car le coût de ces adaptations varie considérablement en fonction de la situation cantonale de départ (il peut être marginal dans les cantons dont la très grande majorité des élèves sont déjà scolarisés dès l'âge de quatre ans, voire aussi chap. 5).

Par ailleurs, conformément à la décision de la CIIP du 22 septembre 2005, la Convention scolaire romande permettra aussi de faire participer les parlements cantonaux de manière proactive à un processus primordial dans une des politiques publiques qui fait actuellement l'objet de la plus grande attention; et ce, également dans des domaines qui relèvent formellement des exécutifs, voire des chef-fe-s de département. Cette participation des parlements a présupposé, pour être praticable, un projet de texte de convention centré sur les questions politiques qui ont semblé les plus importantes au vu des débats politiques en cours dans les différentes régions de Suisse romande.

3 Commentaire général du projet

3.1 Portée de la Convention scolaire romande

a) Le projet de Convention scolaire romande prévoit des **domaines de coopération spécifiques**, dont la mise en œuvre relève de la CIIP. Concrètement, cela signifie qu'un organe intercantonal doit recevoir les compétences nécessaires pour mettre en œuvre la coopération dans les domaines qui lui sont impartis. Dans le cas d'espèce, la CIIP doit recevoir la prérogative d'édicter du droit impératif. Cette délégation de compétence implique que l'ensemble des cantons concernés attribuent l'exécution de diverses tâches spécifiquement énumérées à un organe intercantonal.

Les parlements cantonaux sont impliqués dans cette délégation de compétence puisqu'ils doivent ratifier l'adhésion de leur canton respectif à la Convention scolaire. Dans les cantons concernés (BE, FR, GE, JU, NE, VD, VS), la décision du parlement cantonal est soumise au référendum³.

b) Le financement au prorata du nombre d'habitants de chaque canton signataire n'appelle aucun commentaire particulier. Pour déterminer la part à charge de chaque canton en tenant compte « de la partie francophone du canton pour les cantons bilingues », il est proposé de reprendre la clé de répartition adoptée par le Comité de la CDIP le 19 janvier 2006⁴, ce qui

3 Art. 61 lit. c & 62 lit. b Cst. BE; Art. 45 lit. b & 46 al. 1 lit. b Cst. FR; Art. 49 al. 3 lit. a & 53 Cst. GE; Art. 77 lit. f & 78 lit. c Cst. JU; Art. 42 lit. e & 44 lit. c Cst. NE; Art. 83 al. 1 lit. b & 84 al. 1 lit. b Cst. VD; Art. 31 al. 1 chiffre 2 Cst. VS.

4 « 1 Pour la période 2006 – 2010, le taux de répartition correspondant à la répartition territoriale des langues officielles, fondé sur la population résidente officielle au 1^{er} janvier 2004, est le suivant pour les cantons bilingues participant simultanément aux travaux de coordination de deux conférences régionales de la CDIP: BE 7.5 % fr., 92.5 % ger. ; FR 68 % fr., 32 % ger. ; VS 69 % fr., 31 % ger.

2 Cette décision est appliquée par les conférences et organes de la CDIP à l'ensemble des budgets et des

présupposera une adaptation des statuts de la CIIP.

- c) Les **domaines de coopération intercantonale obligatoire** dans le domaine de la formation sont actuellement énumérés à l'art. 2 du Concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire. Il s'agit de :
- l'âge d'entrée à l'école obligatoire;
 - la durée de la scolarité obligatoire;
 - la durée normale de la scolarité depuis l'entrée à l'école obligatoire jusqu'à l'examen de maturité, et
 - du début de l'année scolaire.

Ces domaines devraient faire l'objet de décisions exécutoires auxquelles les autorités cantonales doivent se soumettre. Selon le projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, cet article devrait être remplacé par le contenu du nouvel Accord⁵.

D'autre part, en cas d'acceptation par le peuple, le 21 mai 2006, de l'Arrêté fédéral modifiant les articles de la Constitution sur la formation du 16 décembre 2005, la Confédération pourra donner force obligatoire générale à des conventions intercantionales ou obliger certains cantons à adhérer à des conventions intercantionales relatives à l'instruction publique (art. 48a al. 1 lit. b Cst. féd. nouveau), mais uniquement pour ce qui concerne les domaines visés à l'article 62 alinéa 4, à savoir :

- l'âge du début de la scolarité et la scolarité obligatoire;
 - la durée et les objectifs des niveaux d'enseignement et le passage de l'un à l'autre, et
 - la reconnaissance des diplômes.
- d) Selon l'art. 15 du projet d'Accord CDIP, le Comité de cette dernière fait entrer en vigueur ledit Accord à partir du moment où dix cantons au moins y auront adhéré, ce qui correspond à un quorum d'un peu moins de 40%. Dans une logique similaire –permettant d'éviter les blocages pour les cantons qui souhaitent avancer rapidement dans leur collaboration– il est prévu que la Convention scolaire romande entre en vigueur six mois après avoir été ratifiée par trois cantons. L'articulation entre les éléments constitutifs⁶ de la Convention scolaire romande et les activités existantes de la CIIP est indispensable.

travaux financés selon la clé habituelle de répartition fondée sur le critère "population", dès lors qu'une distinction soit nécessaire entre conférences régionales ou régions linguistiques.

3 Le Secrétariat général de la CDIP communique cette décision aux Directions de l'instruction publique des trois cantons concernés, ainsi qu'aux secrétariats des quatre conférences régionales. Il est chargé d'adapter cette clé de répartition tous les cinq ans, sur la base des recensements fédéraux, de la soumettre aux DIP des cantons concernés, puis de la présenter avec leur préavis au Comité en vue d'une réactualisation.»

5 Article 14 du projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire.

6 Cf. point 2 «Objectifs de la Convention scolaire romande».

Les activités actuelles de la CIIP sont mentionnées à l'art. 2 des Statuts de la CIIP du 9 mai 1996:

«la Conférence traite des questions de coordination et de coopération intercantionales dans les domaines des politiques cantonales de l'éducation, de la formation, de la recherche en éducation, de la culture et de la langue française;

elle collabore avec les organes en charge des médias en matière d'éducation aux médias, de culture et d'enseignement à distance;

elle collabore avec les départements de l'administration fédérale compétents et avec la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique pour toute question relative à la politique, à l'administration et à l'usage de la langue française en Suisse (al. 2).»

En outre, la CIIP réalise les objectifs et missions assignés par la Convention du 12 février 1994⁷ relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale. (al. 3)

Il convient également de prendre en considération les tâches de l'Assemblée plénière de la CIIP (art. 6 al. 2 Statuts de la CIIP), composée des chef-fe-s des Départements de l'Instruction publique des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Tessin, Valais et Vaud.

Ses compétences sont les suivantes:

- a) élaborer des propositions d'accords, de conventions ou de concordats intercantonaux de portée régionale et de veiller à leur application;
- b) élaborer des lignes directrices et des plans de développement pour l'ensemble ou pour des domaines particuliers du système de formation;
- c) publier des prises de position sur des questions de politique d'éducation;
- d) s'exprimer dans les consultations organisées par la Conférence suisse;
- e) décider de l'adoption généralisée de moyens didactiques communs;
- f) décider de la création d'institutions et de commissions permanentes;
- g) désigner son président, son vice-président et nommer le secrétaire général;
- h) nommer les chefs de service et collaborateurs-cadres du Secrétariat général et des institutions;
- i) approuver le budget, le rapport de gestion et les comptes annuels.

⁷ Remplacée entre-temps par la convention du 3 juin 2004.

3.2 Éléments du plan d'études cadre romand à introduire dans la Convention scolaire romande

En premier lieu, la CIIP doit recevoir la compétence d'élaborer un plan d'études cadre romand (PECARO). Concrètement, les cantons partenaires devront lui transmettre une part de leur souveraineté en lui octroyant le droit de prendre des décisions à caractère exécutoire.

De leur côté, les cantons auront l'obligation de mettre leur plan d'études respectif en conformité avec le PECARO. Pour ce faire, ils disposent d'un délai analogue à celui qui est prévu par la convention suisse, à savoir quatre ans (art. 11 du projet d'Accord CDIP).

L'obligation de scolariser les enfants dès l'âge de quatre ans doit être mise en relation avec la nouvelle définition des trois cycles pédagogiques ou d'apprentissages selon laquelle les deux années d'école enfantine sont intégrées à la scolarité obligatoire.

Les cantons disposent d'une certaine marge de manœuvre dans l'aménagement des plans d'études pour ce qui concerne l'enseignement par domaine.

Cette marge de manœuvre doit être désormais identique pour l'ensemble des cantons membres de la CIIP. Cette harmonisation facilitera l'organisation de tests de références communs à l'Espace romand de la formation. Il sera donc possible d'évaluer dans chaque canton et dans chaque région la manière dont les objectifs du PECARO auront été atteints. Dans ce contexte, la Convention scolaire romande vise la création d'un *Espace d'excellence*. La modification des dispositions constitutionnelles fédérales en matière de formation vise le même but.

Les trois nouveaux cycles pédagogiques ou d'apprentissages sont les suivants:

- le 1^{er} cycle (1-4) correspond aux années scolaires actuelles «-2 à +2»;
- le 2^{ème} cycle (5-8) correspond aux années scolaires actuelles «+3 à +6»;
- le 3^{ème} cycle (9-11) correspond aux années scolaires actuelles «+7 à +9».

L'organisation de la structure de l'école obligatoire (8+3) fait l'objet d'un article distinct. Une disposition transitoire règle le passage au nouveau système. Le délai prévu (quatre ans) correspond à celui du projet d'Accord CDIP.

3.3 Harmonisation des structures

La durée des degrés scolaires est régie par l'art. 5 du projet d'Accord CDIP selon cette disposition:

- le degré primaire, comprenant l'école enfantine ou le cycle élémentaire, dure huit ans (al. 1);
- le degré secondaire I succède au degré primaire et dure en règle générale trois ans (al. 2);
- le passage au degré secondaire II s'effectue après la 11^e année de scolarité pour le secteur

de la formation professionnelle et, en règle générale, après la 10^e année pour les écoles de maturité. Dans les autres secteurs, le canton décide si le passage est consécutif à la 10^e ou à la 11^e année (al. 3).

Cette disposition prévoit aussi que le temps nécessaire pour parcourir les degrés scolaires dépend, à titre individuel, du développement de l'élève (al. 4).

En intégrant cette disposition dans la Convention scolaire romande et en lui conférant un caractère obligatoire, les cantons concernés disposeront à terme de structures identiques, ce qui renforcera la notion d'*Espace romand de la formation* et facilitera l'organisation de tests de référence communs, tels que décrits à l'article 6 de la Convention.

3.4 Formation continue des enseignant-e-s / Formation des cadres scolaires

Actuellement, la formation des enseignant-e-s est dispensée dans les Hautes Ecoles Pédagogiques (ci-après : les HEP) dans tous les cantons membres de la CIIP - sauf à Genève où ladite formation est donnée à l'Université (plus précisément à la Faculté de psychologie et des Sciences de l'Éducation, respectivement à l'Institut de Formation des Maîtresses et des Maîtres de l'Enseignement Secondaire du Canton de Genève - ci-après : IFMES) et à Fribourg, où la formation des enseignant-e-s du secondaire I et II est assumée par l'Université. Genève conduit actuellement un projet qui vise à transférer la formation des maîtres secondaires à l'Université.

La formation continue des enseignant-e-s est également dispensée dans les HEP⁸, les Universités⁹ et dans toute une série d'autres organismes et institutions de formation des maîtres.

Par cadres scolaires, on entend non seulement les collaborateurs et collaboratrices des directions générales, chef-fe-s d'établissements et directeurs ou directrices des institutions de formation des enseignant-e-s mais aussi les inspecteurs et inspectrices scolaires.

Quel que soit le mode de formation retenu (HEP, Université ou IFMES), les membres de la CIIP souhaitent une coordination renforcée, tant dans la formation de base des enseignant-e-s et des cadres scolaires que dans la formation continue.

Cette coordination bénéficie déjà de premières bases grâce à l'implication de la CDIP dans la reconnaissance des diplômes octroyés par les HEP et les Universités. En effet, la CDIP reconnaît les diplômes de hautes écoles pour les enseignant-e-s des degrés préscolaire et primaire, du degré secondaire I et pour les écoles de maturité (secondaire II). A cet effet, elle a adopté les règlements suivants¹⁰:

8 BE, JU & NE : Art. 8 al. 2 lit. c du Concordat intercantonal créant une Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de BE, JU et NE (HEP-BEJUNE) ; FR : Art. 1er al. 2 lit. b de la Loi sur la Haute Ecole pédagogique (LHEP) ; VD ; Art. 3 al. 1 Loi sur la Haute Ecole pédagogique ; VS : Art. 4 al. 2 & 3 Loi concernant la haute école pédagogique (HEP).

9 GE : Art. 1er du Règlement d'étude de la section des sciences de l'éducation. Peut être consulté sur le site de la Faculté de psychologie et des Sciences de l'Éducation : <http://www.unige.ch/fapse/etudes/> .

10 La numérotation des textes mentionnés est celle qui est utilisée par la CDIP. Ces textes peuvent être consultés dans le Recueil des bases légales de la CDIP:

http://www.edk.ch/f/CDIP/rechtsgrundlagen/sammlung/mainrechterl_f.html

- Règlement concernant la reconnaissance des diplômes de hautes écoles pour les enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et primaire du 10 juin 1999, modifié le 28 octobre 2005 (no 4.3.2.3);
- Règlement concernant la reconnaissance des diplômes de hautes écoles pour les enseignantes et enseignants du degré secondaire I du 26 août 1999, modifié le 28 octobre 2005 (no 4.3.2.4);
- Règlement concernant la reconnaissance des diplômes d'enseignement pour les écoles de maturité du 4 juin 1998, modifié le 28 octobre 2005 (no 4.3.2.1);
- Règlement concernant la reconnaissance des diplômes d'enseignement spécialisé du 27 août 1998, modifié le 28 octobre 2005 (no 4.3.2.2);
- Règlement concernant la dénomination, dans le cadre de la réforme de Bologne, des diplômes clôturant les formations initiales et des diplômes de master de formation continue dans le domaine de l'enseignement (règlement sur les titres) du 28 octobre 2005 (no 4.3.2.6).

En outre, la CDIP a adopté ou approuvé d'autres textes qui visent une certaine collaboration entre différents organismes, en particulier:

- les Statuts de la Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques (CSHEP) du 18 janvier 2002;
- les Statuts du Centre suisse de formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire (CPS) du 3 novembre 2000 (no 2.5.1), de même que
- le Règlement concernant la reconnaissance de certificats de formation complémentaire dans le domaine de l'enseignement du 17 juin 2004 (no 4.3.4.6).

Le renforcement de la collaboration prévu dans ce domaine doit permettre une plus grande ouverture sur les pratiques respectives dans les différents systèmes cantonaux, ainsi qu'une plus grande mobilité du corps enseignant.

3.5 Moyens d'enseignement et ressources didactiques communs

Conformément à l'art. 8 du projet d'Accord CDIP, les conférences régionales de la CDIP assurent la coordination des moyens d'enseignement au niveau des régions linguistiques.

En tant que conférence régionale au sens de l'art. 6 du Concordat sur la coordination scolaire, la CIIP est donc l'organe chargé de cette tâche; elle l'assume déjà depuis de nombreuses années dans plusieurs domaines sur la base de ses statuts et d'accords particuliers.

Selon l'art. 2 de la Convention intercantonale administrative sur les moyens d'enseignement et les ressources didactiques du 19 février 2004¹¹, les Chef-fe-s de Départements de l'Instruction

11 Peut être consultée sur le site internet de la CIIP :

http://www.ciip.ch/ciip/pages/navigation_entetes/som_txtreglementaires.htm

publique, de la formation et de l'éducation des cantons de BE, FR, GE, JU, NE, VD et VS¹² s'accordent à réaliser ensemble, dans l'ordre, l'une ou l'autre des actions suivantes, pour équiper les établissements scolaires relevant de leur compétence :

- a) adopter et acquérir un ensemble unique de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle;
- b) adopter un choix de deux à trois ensembles de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle et les acquérir;
- c) définir une offre ouverte de moyens d'enseignement dûment sélectionnés et approuvés; l'approbation autorise l'usage du moyen dans les classes des cantons parties;
- d) réaliser ou faire réaliser un moyen original.

Pour ce faire, les décisions et actions requises pour la réalisation des objectifs de ladite convention doivent être conformes au plan cadre ou aux plans d'études coordonnés (art. 3 lit. a de la Convention du 19 février 2004).

L'art. 13 de ladite Convention prévoit que la CIIP institue une commission d'évaluation des ressources et projets didactiques qui exerce notamment les missions suivantes :

- a) évaluation et proposition d'approbation pour les ressources didactiques existantes sur le marché, au sens de l'art. 2, lit. a, b et c;
- b) analyse des besoins identifiés, validation des projets, élaboration de mandats ou de cahiers des charges de réalisation pour des ressources nouvelles;
- c) expertise et conseil pour le développement et l'avenir des ressources didactiques.

Par ailleurs, la commission d'évaluation développe les instruments nécessaires à son travail, notamment des grilles et des guides d'évaluation et d'analyse des besoins. Elle soumet à la Conférence, pour ratification, des critères de qualité en fonction des nécessités des cantons parties (al. 3).

La réalisation et l'administration des instruments d'exécution de la Convention intercantonale administrative sur les moyens d'enseignement et les ressources didactiques sont confiées à des organes ad hoc : le centre de réalisation et une commission appelée à le conseiller et à l'appuyer dans l'exécution de ses tâches (art. 14 & 15). Le centre de réalisation est tenu d'informer régulièrement la conférence des Secrétaires généraux de la CIIP, en particulier de l'évolution des contenus pédagogiques (art. 16bis de ladite convention).

3.6 Contrôle parlementaire

Le contrôle parlementaire d'institutions intercantionales, introduit lors de la mise en place des structures de la Haute École Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO), a été généralisé en Suisse romande lors de l'entrée en vigueur de la « Convention du 9 mars 2001 relative à la

¹² Le Canton du Tessin n'est pas partie à ladite convention.

négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger» (appelée aussi: «Convention des conventions» ou «Concordat des concordats»).

Conformément à l'art. 8 al. 1 de ladite convention, ce contrôle est obligatoire dans la mesure où la part du budget annuel prise en charge par chaque canton dépasse en moyenne un million de francs, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence. Les cantons restent libres d'instituer un tel contrôle, même dans les cas où cette limite n'est pas atteinte.

Attendu que le Canton de Berne n'a pas adhéré à la «Convention des conventions», cette dernière pourrait ne pas s'appliquer à la nouvelle Convention scolaire romande. Le Canton de Berne est toutefois partie prenante au concordat intercantonal du 9 janvier 1997 créant une Haute École Spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) depuis le 1er octobre 2004. Cela pourrait servir de précédent et permettre aux Grands Conseils romands de désigner la Commission interparlementaire relative à la HES-SO pour assurer également le contrôle parlementaire de la Convention scolaire romande; mais le Canton de Berne n'a pas adhéré à la Convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur cette institution.

Dans un avis de droit¹³ rédigé sur demande de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO), le Professeur Auer estime qu'une solution pragmatique peut être trouvée. Elle consisterait à inviter le canton tiers concerné par une convention spécifique à désigner des représentants au sein de la Commission interparlementaire¹⁴. «S'il décide de donner suite à cette invitation, qui ne peut se fonder sur aucune disposition conventionnelle contraignante, la Commission interparlementaire ainsi recomposée sera en mesure d'accomplir pleinement sa mission, qui est d'associer les parlements de tous les cantons concernés à la négociation de la convention en cause. S'il décide de ne pas y donner suite, la Commission interparlementaire se réunira dans une composition certes incomplète, mais qui est conforme à l'article 5 de la Convention. La situation serait la même que dans l'hypothèse, nullement académique, où l'un des cantons contractants omettrait de désigner ses représentants à la Commission interparlementaire, ou que ceux-ci, pour une raison ou une autre, ne participeraient pas à une réunion de celle-ci¹⁵.»

Dès lors, même si le Canton de Berne n'a pas adhéré à la Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute École spécialisée de Suisse occidentale, il peut être invité par les cantons parties à ladite Convention à les rejoindre pour effectuer le contrôle parlementaire institué par la Convention scolaire romande.

Une autre possibilité consisterait à créer une commission ad hoc chargée du suivi parlementaire de la Convention scolaire romande. Mais cela pourrait provoquer la création de doublons avec la Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO.

13 ANDREAS AUER, La compatibilité de la «Convention des conventions» avec l'Accord-cadre intercantonal portant sur la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges, Genève mai 2005, cité dans le Message No 226 du 31 octobre 2005 accompagnant le projet de décret portant adhésion du canton de Fribourg à l'Accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI).

14 Message No 226 précité, p. 5.

15 Avis de droit AUER, p. 14

Une dernière possibilité consisterait pour le Canton de Berne à adhérer à la Convention inter-cantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale.

3.7 Compétence générale d'émettre des recommandations dans les autres domaines non touchés par la Convention scolaire romande

Cette compétence générale d'émettre des recommandations concerne des domaines nouveaux. Concrètement, il ne s'agit pas des tâches déléguées aux conférences régionales par le projet d'Accord CDIP. Il ne s'agit pas non plus des domaines d'activité dans lesquels les cantons signataires se sont déjà fixé des objectifs communs en complément aux aspects dont l'harmonisation est déterminée par l'Accord CDIP.

Pour rappel, les recommandations de la CIIP n'ont pas force exécutoire. Elles ne peuvent qu'inciter les autorités cantonales à ratifier leurs propositions. De ce fait, les Parlements et les Gouvernements cantonaux gardent une entière liberté dans leurs décisions.

3.8 Voie de recours

Si la Convention scolaire romande ne pose que des droits et des devoirs pour les cantons, elle n'est pas opposable aux tiers.

L'objet d'une disposition conventionnelle spécifique sur un organe de recours ne portera que sur les différends qui peuvent survenir entre cantons quant à l'application de ladite Convention¹⁶. Dans ce sens, on peut s'inspirer de l'art. 7 du Concordat sur la coordination scolaire qui institue le Tribunal fédéral comme organe de recours conformément à l'art. 189 al. 1er lit. d Cst. féd. dans sa teneur du 18 avril 1999¹⁷, respectivement à l'art. 189 al. 2 dans sa teneur du 12 mars 2000¹⁸.

La modification de l'art. 189 Cst. féd. –qui n'est pas encore en vigueur– attribue une nouvelle compétence au Tribunal fédéral puisque ce dernier connaîtra également des contestations pour violation du droit intercantonal (art. 189 al. 1er lit. c nouveau). Toutefois, selon la jurisprudence¹⁹, les particuliers ne peuvent invoquer une violation des règles intercantionales que si celles-ci leur accordent des droits subjectifs²⁰.

16 MORITZ ARNET, Le Concordat sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970, Genève – Historique – Commentaires, Berne, 2000, ad art. 7, no 100.

17 RO 1999, pp. 2556 ss.

18 RO 2002, pp. 3148 ss.

19 ATF 112 Ia 75, 76.

20 MAHON in JEAN-FRANCOIS AUBERT et PASCAL MAHON, Petit Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999, Zurich, Bâle, Genève 2003, ad art. 189, no 9.

Cette problématique concerne surtout le domaine de la reconnaissance des diplômes. La CDIP a édicté six Règlements à ce sujet²¹. Chacun d'eux contient une disposition selon laquelle « Toute contestation des décisions de l'autorité de reconnaissance peut faire l'objet d'une réclamation de droit public ou d'un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral²²».

Lesdites dispositions se réfèrent à l'art. 10 de l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études, ainsi libellé:

Art.10 – Protection juridique

- 1 En application de l'article 84, alinéa 1, lettres a et b, de la loi fédérale d'organisation judiciaire du 16 décembre 1943, tout particulier concerné peut interjeter un recours de droit public auprès du Tribunal fédéral contre les règlements et les décisions de l'autorité de reconnaissance.
- 2 Toute contestation par un canton des règlements et des décisions pris par l'autorité de reconnaissance et tout litige entre les cantons peuvent faire l'objet d'une réclamation de droit public auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 83, lettre b, de la loi fédérale d'organisation judiciaire du 16 décembre 1943.

Dans ce contexte, il n'est pas nécessaire d'aménager une disposition expresse sur le recours de droit public en matière de reconnaissance puisque les règlements adoptés par la CDIP y font expressément référence. Les droits des justiciables sont ainsi protégés.

En revanche, il convient de préserver les droits des cantons en cas de différend au sujet de l'application de la Convention scolaire romande. L'art. 83 OJ qui traite de la réclamation de droit public sera remplacé prochainement par l'art. 120 de la Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)²³.

21 Cf. Recueil des bases légales de la CDIP, chapitre 4.3.4. Peut être consulté sur Internet:

http://www.edk.ch/f/CDIP/rechtsgrundlagen/sammlung/mainrechter_f.html

22 Cf. 3.4 «Formation continue des enseignant-e-s / Formation des cadres scolaires», p. 12.

23 FF 2001 4000 ss., 4148. Cf aussi HERIBERT RAUSCH, Öffentliches Prozessrecht auf der Basis der Justizreform, Zurich, Bâle, Genève 2005, pp. 60 et 61.

4 Commentaire article par article

4.1 Les parties

Les parties à la présente Convention sont les cantons romands ainsi que le Canton de Berne. Le Canton du Tessin²⁴, lequel est membre de la CIIP conformément à l'art. 1^{er} al. 1 des Statuts de ladite institution, n'adhérera pas à la Convention scolaire romande.

4.2 Les sources

Les sources mentionnées dans le préambule de la Convention scolaire romande se limitent aux principales, à savoir les dispositions constitutionnelles et les dispositions concordataires et statutaires :

- le projet de Convention scolaire romande se fonde tout d'abord sur les dispositions topiques de la Constitution fédérale en matière de formation et de recherche. Attendu qu'une modification de ces dispositions sera prochainement soumise au vote du peuple et des cantons, il convient de les mentionner d'une manière aussi générale que possible. Cette solution a pour avantage que le libellé proposé ne devra pas être modifié à l'issue du scrutin ;
- la deuxième catégorie de sources comprend les dispositions constitutionnelles – tant fédérales que cantonales – sur l'approbation des conventions intercantionales. Toutes les dispositions cantonales concernées attribuent au législatif cantonal la compétence d'approuver les Conventions intercantionales.

Pour rappel, les décisions des parlements cantonaux relatives à l'approbation des conventions intercantionales sont soumises au référendum facultatif dans tous les cantons concernés²⁵. Ces dispositions constitutionnelles ne sont toutefois pas mentionnées ;

- le projet de Convention scolaire romande se fonde également sur le Concordat sur la coordination scolaire du 29.10.1970, en particulier sur l'article 6 concernant les conférences régionales de la CDIP ;
- il convient également de prendre en considération le projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (Accord CDIP), qui constituera une base importante pour la Convention scolaire romande ;
- enfin, la Déclaration de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin relative aux finalités et objectifs de l'Ecole publique du 30 janvier 2003 fonde les objectifs politiques de la coordination scolaire romande.

24 Le Canton du Tessin est également membre de la CDIP alors même qu'il n'a pas adhéré au Concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire. Sur les raisons de cette non-adhésion : cf. FF 2005, p. 5175, note 10.

25 Cf. note 3, p. 8

4.3 Les articles

4.3.1 Chapitre premier: Dispositions générales

Article premier – Buts

La présente Convention a pour but d'instituer et de renforcer l'Espace romand de la formation, en conformité avec l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire. Elle règle aussi les domaines de coordination spécifiques à la Conférence intercantonale de l'Instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (ci-après: la CIIP).

Cette disposition décrit les deux buts de la Convention scolaire romande :

- d'une part l'institution et le renforcement de l'Espace romand de la formation ;
- d'autre part la mise en œuvre de l'Accord CDIP.

Article 2 – Champ d'application

La présente convention s'applique :

- > à la scolarité obligatoire et aux domaines dont la mise en œuvre y est liée, en matière de coopération obligatoire ;
- > à l'ensemble des domaines de formation, en matière de coopération non obligatoire.

La Convention scolaire romande distingue deux types de coopération quant au champ d'application :

- 1) la coopération obligatoire, qui s'étend à la scolarité obligatoire –laquelle comprendra désormais également les deux années actuelles d'école enfantine (art. 5 al. 2)– ainsi qu'à tous les domaines dont la mise en œuvre y est liée.
- 2) la coopération non obligatoire, qui concerne l'ensemble des domaines de la formation.

4.3.2 Chapitre 2 : Coopération intercantonale obligatoire

Section 1 : Domaines de coopération

Article 3 – Généralités

Les cantons parties à la Convention sont tenus de coopérer dans les domaines suivants :

- a) début de la scolarisation (art. 4),
- b) durée des degrés scolaires (art. 5),
- c) tests de référence (art. 6),
- d) formation de base des enseignantes et enseignants (art. 7),
- e) formation continue des enseignantes et enseignants (art. 8),
- f) formation des cadres scolaires (art. 9),
- g) moyens d'enseignement et ressources didactiques (art. 10),
- h) harmonisation des plans d'études (art. 11/12),
- i) attestation des connaissances et des compétences des élèves au moyen des portfolios nationaux et/ou internationaux recommandés par la CDIP (art. 13),
- j) profils de compétence (art. 14).

Cet article dresse la liste de tous les domaines dans lesquels les cantons concordataires sont tenus de coopérer. Il s'agit, dans l'esprit d'un renforcement de l'Espace romand de la formation tant à l'interne que par rapport au système suisse de formation, d'une liste exhaustive plus large que celle prévue à l'art. 62 al. 4 Cst. féd. dans sa teneur du 16 décembre 2005.

Toute modification ultérieure de ladite liste devra être approuvée par l'ensemble des parlements cantonaux concernés.

Article 4 - Début de la scolarisation

L'élève est scolarisé dès l'âge de quatre ans révolus. Le jour déterminant est le 30 juin.

Cette disposition correspond à l'art. 4 du projet d'Accord CDIP. En cas d'acceptation de l'Arrêté fédéral du 16 décembre 2005 modifiant les articles de la Constitution sur la formation²⁶ par la majorité du peuple et des cantons, le début de la scolarisation est un domaine qui pourrait faire l'objet d'une déclaration de force obligatoire générale et pour lequel la Confédération pourrait obliger les cantons à adhérer à des conventions intercantionales si les cantons ne parvenaient pas à un accord.

La fixation du jour de référence dans la Convention scolaire romande n'exclut pas les cas de dérogations individuelles qui demeurent dans la compétence des cantons.

Article 5 - Durée des degrés scolaires

- 1 *La scolarité obligatoire comprend deux degrés: le degré primaire et le degré secondaire I.*
- 2 *Le degré primaire, école enfantine ou cycle élémentaire inclus, dure huit ans et se compose de deux cycles :*
 - a) *Le 1^{er} cycle (1-4) comprend deux années d'école enfantine, ainsi que les deux premières années d'école primaire (cycle élémentaire);*
 - b) *Le 2^{ème} cycle (5-8) comprend les quatre dernières années d'école primaire.*
- 3 *Le degré secondaire I succède au degré primaire et dure en règle générale trois ans. Il se compose du 3^{ème} cycle (9-11).*
- 4 *Le temps nécessaire, à titre individuel, pour parcourir les différents degrés de la scolarité dépend du développement personnel de chaque élève.*

Cet article se réfère à l'art. 5 du projet d'Accord CDIP.

La durée des degrés scolaires est également un domaine qui pourrait faire l'objet d'une déclaration de force obligatoire générale et pour lequel la Confédération pourrait obliger les cantons à adhérer à des conventions intercantionales s'ils ne parvenaient pas à un accord.

Le premier alinéa définit la scolarité obligatoire. Cette dernière comprend le degré primaire et le degré secondaire I.

Les alinéas 2 et 3 définissent les degrés de la scolarité obligatoire et décrivent leurs cycles respectifs.

²⁶ FF 2005, pp. 6793 ss..

L'alinéa 4 correspond à l'art. 5, alinéa 4 du projet d'Accord CDIP.

Le passage à la nouvelle numérotation des années scolaires, de même que la coordination entre le système actuel et le futur système, font l'objet d'une disposition transitoire (art. 27).

En intégrant le contenu de l'art. 5 du projet d'Accord CDIP dans la Convention scolaire romande et en lui conférant un caractère obligatoire, les cantons concernés disposeront à terme de structures identiques. Cela renforcera la notion d'Espace romand de la formation et facilitera l'organisation de tests de référence communs, contribuant ainsi à former un Espace d'excellence.

Article 6 – Tests de référence

La CIIP organise des tests de référence communs à l'Espace romand de la formation, en particulier à la fin de chaque cycle.

Cet article se fonde sur l'art. 7 al. 5 du projet d'Accord CDIP. Le présent article fait cependant des tests de référence un domaine de coopération obligatoire pour les cantons concordataires, alors que la formulation de l'art. 7 al. 5 du projet d'Accord CDIP est potestative.

L'organisation de tests de référence contribue à la mise en place de l'Espace romand de la formation, ainsi que de l'Espace suisse de formation prévu au nouvel art. 61a Cst. féd. A l'avenir, elle permettra à chaque entité (département cantonal, établissement) d'évaluer l'ensemble des élèves scolarisés en Suisse sur la base de critères communs et ainsi de fournir des indicateurs utiles au monitoring et pilotage du système. Cette démarche vise à créer un Espace d'excellence non seulement en Suisse romande, mais aussi sur l'ensemble du territoire suisse.

Articles 7 et 8 – Formation de base et formation continue des enseignantes et enseignants

art. 7

- 1 La CIIP coordonne les contenus de la formation de base des enseignantes et enseignants sur l'ensemble du territoire de l'Espace romand de la formation.*
- 2 Elle tient compte des exigences formulées par la CDIP sur ce sujet, en particulier des conditions minimales à remplir pour la reconnaissance des diplômes pour les enseignantes et les enseignants.*

art. 8

- 1 La CIIP coordonne la formation continue des enseignantes et enseignants.*
- 2 À cet effet, elle s'assure la collaboration des organes de la CDIP chargés de cette tâche, en particulier de la Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques (CSHEP) et du Centre suisse de formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire (CPS).*

Ces dispositions visent à donner une assise plus grande à la coordination en matière de formation de base et de formation continue des enseignant-e-s sur le territoire de l'Espace romand de formation. La CDIP a en effet déjà édicté plusieurs Règlements relatifs à la reconnaissance de diplômes de hautes écoles pour les enseignant-e-s des degrés préscolaire et primaire²⁷, du

²⁷ Règlement concernant la reconnaissance des diplômes de hautes écoles pour les enseignantes et enseignants des degrés préscolaire et primaire du 10 juin 1999 (no 4.3.2.3).

degré secondaire I²⁸ et pour les écoles de maturité²⁹ (secondaire II).

Actuellement, tant la formation de base que la formation continue des enseignant-e-s sont dispensées dans les Hautes Écoles Pédagogiques, à l'Université ou à l'IFMES. Afin d'assurer une plus grande homogénéité entre les systèmes de formation retenus en Suisse romande, la CIIP doit avoir la compétence:

- de définir les contenus de la formation de base des enseignant-e-s sur l'ensemble du territoire de l'Espace romand de la formation, et
- de coordonner leur formation continue.

Dans ce contexte, la CIIP peut ainsi:

- favoriser l'ouverture des formations continues d'un canton à l'autre;
- inciter à coordonner les offres (surtout en formations dites « rares ») et à rationaliser tout ce qui peut l'être; compte tenu des besoins des cantons, des enseignant-e-s sur le terrain, et aussi de leur dispersion sur le territoire romand.

Dans l'exercice de ses compétences, la CIIP devra tenir compte des dispositions approuvées ou adoptées par la CDIP³⁰.

L'organisation de la structure dans laquelle ces formations se déroulent demeure de la compétence des cantons.

Article 9 - Formation des cadres scolaires

La CIIP organise la formation commune des directrices et directeurs d'établissements, ainsi que des cadres de l'enseignement.

Cette disposition vise également à assurer une meilleure coordination en matière de formation des cadres scolaires.

Par cadres scolaires, on entend non seulement les responsables politiques, collaborateurs et collaboratrices des directions générales, chef-fe-s d'établissements, directeurs ou directrices des institutions de formation des enseignant-e-s³¹, mais aussi les inspecteurs et inspectrices scolaires.

28 Règlement concernant la reconnaissance des diplômes de hautes écoles pour les enseignantes et enseignants du degré secondaire I du 26 août 1999 (no 4.3.2.4).

29 Règlement concernant la reconnaissance des diplômes d'enseignement pour les écoles de maturité du 4 juin 1998 (no 4.3.4.1).

30 Statuts de la Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques (CSHEP) du 18 janvier 2002 (no 2.5.1)

Statuts du Centre suisse de formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire (CPS) du 3 novembre 2000 (no 2.5.1) et

Règlement concernant la reconnaissance de certificats de formation complémentaire dans le domaine de l'enseignement du 17 juin 2004 (no 4.3.4.6).

31 MONICA GATHER THURLER, Piloter dans une société en changement, in « Leadership educativa e scuola che cambia », Congrès de la Société suisse pour la recherche en éducation, Lugano septembre 2005, p. 50. Peut être consulté sur internet: http://ssre05.educanet2.ch/info/pdf/Progr_Unico.pdf.

La prise en charge implique un engagement financier de la part de la CIIP. Le cas échéant, cette dernière devra tenir compte des dispositions adoptées par la CDIP dans ce domaine.

L'organisation de la structure dans laquelle ces formations se déroulent demeure également de la compétence des cantons.

Article 10 - Moyens d'enseignement et ressources didactiques

- 1 *La CIIP assure la coordination des moyens d'enseignement et des ressources didactiques sur le territoire des cantons parties à la Convention.*
- 2 *Elle réalise dans l'ordre l'une ou l'autre des actions suivantes:*
 - a) *adopter et acquérir un ensemble unique de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle;*
 - b) *adopter un choix de deux à trois ensembles de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle et les acquérir;*
 - c) *définir une offre ouverte de moyens d'enseignement dûment sélectionnés et approuvés; l'approbation autorise l'usage du moyen dans les classes des cantons parties à la Convention;*
 - d) *réaliser ou faire réaliser un moyen original.*

Cette disposition se fonde sur l'article 8 du projet d'Accord CDIP.

Elle donne une meilleure assise à la Convention intercantonale administrative sur les moyens d'enseignement et les ressources didactiques, conclue le 19 février 2004 entre les Chef-fe-s de Départements de l'Instruction publique, de la formation et de l'éducation des cantons de Berne, Fribourg, Genève, Jura Neuchâtel, Vaud et du Valais, tout en accordant la priorité à l'acquisition (avec d'éventuelles adaptations) de collections existantes plutôt qu'à la production de moyens propres.

Section 2: Plan d'études cadre romand

Article 11 – Compétence

La CIIP édicte un plan d'études cadre romand, qui vise à harmoniser les plans d'études cantonaux.

Cet article contient la délégation de compétence des autorités cantonales en faveur de la CIIP.

Concrètement, par cette disposition, les autorités cantonales, élues selon une procédure démocratique, cèdent une partie de leurs prérogatives en faveur d'un organe intercantonal dont les représentant-e-s ne sont pas directement désigné-e-s par le peuple mais par les Gouvernements cantonaux.

C'est pourquoi la Convention scolaire romande doit être ratifiée par le Parlement³² de chaque canton partie. On rappellera, pour le surplus, que la décision de ratification du Parlement est soumise au référendum dans chacun des cantons parties à la Convention scolaire romande.

³² Le principe démocratique, prévu à l'art. 51 al. 1er Cst. féd., réduit à son plus petit dénominateur, exige notamment que chaque canton ait un Parlement compétent pour prendre les décisions les plus importantes et que ce Parlement soit issu du suffrage universel direct (JEAN-FRANÇOIS AUBERT in Jean-François Aubert et Pascal Mahon, op. cit., ad art. 51, no 5).

Art. 12 – Contenu

Le plan d'études cadre romand est évolutif. Il harmonise les proportions respectives (en %) des domaines d'études par cycle, en laissant à chaque canton une marge d'appréciation à hauteur de 15 % au maximum du temps total d'enseignement par cycle.

La délégation de compétence telle qu'elle est définie à l'art. 11 doit également comprendre une délimitation de ladite compétence.

Outre le rappel de la dimension évolutive du plan d'études cadre romand, cet alinéa permet de définir le champ de compétences qui reste de niveau cantonal.

Article 13 – Portfolios

Les cantons parties à la Convention veillent à ce que les élèves puissent attester de leurs connaissances et compétences au moyen des portfolios nationaux et/ou internationaux recommandés par la CDIP.

Cette disposition correspond à l'art. 9 du projet d'Accord CDIP.

Elle revêt une importance toute particulière dans le contexte de la création de l'Espace suisse de formation (nouvel art. 61a Cst. féd.³³) et de l'Espace romand de la formation. Elle permettra en effet aux élèves d'attester de leurs principales connaissances et compétences grâce à des instruments d'évaluation applicables à l'ensemble du territoire suisse.

Article 14 – Profils de compétence

Pour la fin de la scolarité obligatoire, les cantons parties à la Convention élaborent des profils de compétence individuels destinés à documenter les écoles du degré secondaire 2 et les maîtres d'apprentissage.

Les profils de compétence sont basés sur un référentiel de compétences permettant d'affiner la communication relative aux connaissances et compétences acquises par un élève. Dans les disciplines choisies, des compétences seront définies et chaque élève pourra mettre en valeur ses acquisitions par rapport à ce catalogue. Ces informations compléteront les dispositifs certificatifs de chaque canton en ajoutant à l'appréciation globale et unique dans une discipline des indications plus fines sur les capacités de l'élève.

Les profils de compétence permettront ainsi de mieux assurer le passage de l'école obligatoire aux filières de l'école postobligatoire, en adaptant la formation des élèves à la nécessité d'intégration dans la vie professionnelle ou de poursuivre des études. Ils serviront également à documenter avec précision les maîtres d'apprentissage ou les écoles du secondaire 2 sur les capacités des élèves.

³³ FF 2005, pp. 6793 ss.

4.3.3 Chapitre 3: Dispositions organisationnelles

Article 15 – Dispositions d'exécution de la Convention scolaire romande

- 1 *La CIIP édicte les règles d'application de la présente Convention.*
- 2 *Les compétences financières des parlements cantonaux sont réservées.*

Cet article attribue à la CIIP la compétence d'édicter des dispositions d'exécution de la Convention scolaire romande sous la forme de conventions administratives (uniquement ratifiées par les Gouvernements cantonaux) ou de textes intercantonaux de rang inférieur (règlements, décisions, arrêtés etc.).

Les parlements cantonaux ne pourront se prononcer sur de tels textes que lorsque les conséquences financières de la mise en application des dispositions d'exécution occasionneront un dépassement des contributions annuelles attribuées à la CIIP par les cantons (cf. art. 17 de la Convention scolaire romande).

Article 16 – Recommandations

La CIIP peut élaborer des recommandations à l'intention de l'ensemble des cantons parties à la Convention dans tous les domaines relatifs à l'Instruction publique, à la formation et à l'éducation qui ne sont pas expressément mentionnés dans la présente Convention.

Cet article permet à la CIIP d'édicter des textes visant à une harmonisation des règles dans les domaines relevant de l'instruction publique, l'éducation et la formation mais qui ne sont pas l'objet de la Convention scolaire romande. Les cantons sont libres d'intégrer de telles dispositions, étant donné que les recommandations n'ont pas de force exécutoire³⁴. Les autorités cantonales gardent leur entière souveraineté quant à leur application.

Article 17 – Financement

- 1 *La CIIP tire ses ressources financières de contributions des cantons parties à la Convention, des contributions et subventions fédérales et de recettes liées à des prestations.*
- 2 *La part des cantons parties à la Convention est répartie au prorata de leur population de résidence, déterminée tous les cinq ans sur la base de la statistique fédérale. Pour les cantons bilingues de Berne, Fribourg et du Valais, la clé de répartition de la CDIP est appliquée.*
- 3 *Les contributions des cantons parties à la Convention sont soumises à l'approbation des parlements, selon la procédure qui leur est propre.*

Cet article décrit tout d'abord les diverses sources de financement de la CIIP.

Les clés de répartition actuelles (CDIP, CIIP, autres conférences régionales) découlent toutes de la population résidente, ce qui permet de tenir compte automatiquement des élèves allophones.

Les cantons appliquent leur propre procédure parlementaire en matière financière pour ce qui concerne les sommes allouées à la CIIP.

³⁴ CARDINET SCHMIDT, Simone FORSTER, Jacques-André TSCHOUMY, op. cit., p. 35.

4.3.4 Chapitre 4: Contrôle parlementaire

Ce chapitre (art. 18 – 23) reprend la plupart des dispositions de la Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute École spécialisée de Suisse occidentale du 30 août 2002 conclue entre les cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel, Genève et Jura.

Article 18 - Rapport sur les activités de la CIIP

Les gouvernements soumettent chaque année aux parlements un rapport d'information, établi par le secrétariat général de la CIIP. Celui-ci porte sur :

- a) l'exécution de la Convention,*
- b) le budget annuel,*
- c) les comptes annuels de la CIIP.*

Cette disposition décrit le contenu du rapport annuel établi par la CIIP.

Article 19 - Commission interparlementaire

- 1 Les cantons parties à la Convention conviennent d'instituer une commission interparlementaire composée de sept député-e-s par canton, désigné-e-s par chaque parlement selon la procédure qui leur est propre.*
- 2 La commission interparlementaire est chargée d'étudier le rapport annuel, le budget et les comptes annuels qui y sont liés, avant que ceux-ci ne soient portés à l'ordre du jour des parlements.*
- 3 La commission interparlementaire se réunit au minimum deux fois l'an. Elle peut également se réunir à la demande d'un tiers de ses membres ou sur proposition de son bureau, sur la base d'un ordre du jour préétabli.*

Cette disposition décrit la composition et les compétences de ce nouvel organe composé de sept député-e-s par canton. Chaque député-e est désigné-e au sein de son parlement respectif selon la procédure cantonale applicable à la désignation des membres des commissions parlementaires.

Cet article contient également quelques règles de procédure applicable à la Commission interparlementaire.

Si l'actuelle Commission interparlementaire de contrôle de la HES-SO se voit attribuer la compétence de contrôler l'application de la Convention scolaire romande³⁵, la désignation des représentants du Canton de Berne dépendra de la bonne volonté des cantons ayant ratifié la Convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute École spécialisée de Suisse occidentale.

Article 20 – Présidence / Article 21 - Votes

Art. 20

- 1 Lors de sa première séance annuelle, la commission interparlementaire élit pour un an un de ses membres à la présidence, un second à la vice-présidence, à tour de rôle dans la délégation de chaque canton; en l'absence des titulaires, la commission désigne un-e président-e de séance.*

³⁵ Cf. pp. 8 et 15.

- 2 *La séance inaugurale de la commission interparlementaire est convoquée à l'initiative du bureau du parlement du canton qui assume la présidence de la CIIP; celui-ci fixe le lieu et la date de la réunion, après avoir pris l'avis des bureaux des autres parlements.*
- 3 *Chaque délégation cantonale à la commission interparlementaire se donne un rapporteur.*

Art. 21

- 1 *La commission interparlementaire prend ses décisions à la majorité des député-e-s présent-e-s.*
- 2 *Lorsqu'elle émet une recommandation à l'intention des parlements, le procès-verbal fait mention des résultats du vote au sein de chaque délégation cantonale.*
- 3 *Le résultat de ses travaux est consigné dans un rapport adressé aux parlements.*

Ces dispositions correspondent aux articles 4 et 5 de la Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute École spécialisée de Suisse occidentale du 30 août 2002.

Article 22 - Représentation de la CIIP

- 1 *La CIIP est représentée aux séances de la commission interparlementaire. Elle ne participe cependant pas aux votes.*
- 2 *La commission interparlementaire peut demander à la CIIP toutes informations et procéder avec son assentiment à des auditions.*

Cet article s'inspire de l'art. 6 de la Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale du 30 août 2002. Il permet à la CIIP d'être représentée aux séances de la Commission interparlementaire.

Article 23 - Examen du rapport de la CIIP par les parlements

- 1 *Les bureaux des parlements portent chacun à l'ordre du jour de la prochaine assemblée utile le rapport de la CIIP, accompagné du rapport de la Commission interparlementaire.*
- 2 *Ces rapports sont remis aux député-e-s avant la session, selon la procédure propre à chaque parlement.*
- 3 *Chaque parlement est invité à prendre acte du rapport de la CIIP, selon la procédure qui lui est propre.*

Cette disposition correspond à l'article 7 de la Convention intercantonale relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale du 30 août 2002. Il prévoit en particulier que :

- le rapport du Comité stratégique et celui de la Commission interparlementaire qui l'accompagne sont remis aux député-e-s ou aux parlement avant la session, selon la procédure propre à chaque canton (al. 2);
- les parlements sont invités à prendre acte du rapport du Comité stratégique, selon la procédure qui leur est propre (al. 3).

4.3.5 Chapitre 5 : Voie de recours

Article 24 – Voie de recours

Tout litige entre les cantons parties à la Convention au sujet de l'application de la Convention scolaire romande peut faire l'objet d'une action auprès du Tribunal fédéral (art. 120 al. 1 lit. b de la Loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005).

Cet article tient compte du remplacement de la Loi fédérale du 16 décembre 1943 sur l'organisation judiciaire par la Loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF).

Concrètement, la réclamation de droit public – qui permettait à un canton de saisir le Tribunal fédéral en cas de différend avec un autre canton – sera remplacée par l'action conformément à l'art. 120 LTF³⁶. L'entrée en vigueur de la LTF est prévue pour 2007.

4.3.6 Chapitre 6 : Dispositions transitoires

Article 25 - Mécanisme de décision avant la ratification de la Convention scolaire romande

Les cantons ayant signé la Convention scolaire romande mais qui ne l'ont pas encore ratifiée, sont exclus des domaines de coopération obligatoire. Ils peuvent participer à titre d'observateurs aux discussions relatives à l'exécution de ladite Convention ainsi qu'à son financement, mais leurs représentants ne disposent pas du droit de vote.

Cette disposition vise essentiellement à éviter des blocages, non seulement durant le processus de ratification de la Convention scolaire romande, mais aussi dès le moment où elle sera entrée en vigueur (conformément à l'art. 28 – en cas de non adhésion d'un ou de plusieurs cantons).

Cet article permet aux cantons qui n'ont pas encore ratifié la Convention scolaire romande de participer au financement des activités de la CIIP et de prendre part, à titre d'observateur, aux discussions sur l'application de la Convention scolaire romande. Les représentant-e-s desdits cantons ne peuvent cependant pas prendre part aux décisions relatives aux domaines de coopération obligatoire. Ils ne disposent pas du droit de vote.

Pour le surplus, il convient d'appliquer la pratique instaurée au sein de la CDIP dans le contexte du Concordat sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970.

Article 26 – Harmonisation des structures scolaires et des plans d'études cantonaux

- 1 *Les cantons parties à la Convention s'engagent, dans un délai maximal de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, à mettre en oeuvre les objectifs fixés à l'art. 3.*
- 2 *A l'expiration de ce délai, la présente Convention est directement applicable si les dispositions du droit scolaire cantonal s'en écartent.*

³⁶ FF 2001, pp. 4000 ss., 4148 ; BO 2003 E 913 ; BO 2004 N 1615.

Le délai prévu à l'alinéa 1 correspond au délai d'exécution de l'art. 11 du projet d'Accord CDIP.

L'alinéa 2 s'inspire de l'art. 72 al. 2 de la Loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)³⁷. Selon cette disposition, le droit fédéral est directement applicable à l'échéance d'un délai fixé par la loi, si les dispositions du droit fiscal cantonal s'en écartent.

Dans le cas d'espèce, la Convention scolaire romande serait directement applicable si les cantons n'ont pas adapté leur législation respective dans le délai fixé à l'alinéa premier, à savoir quatre ans après son entrée en vigueur.

L'alinéa 2 tient compte en particulier de l'art. 48 al. 5 Cst. féd. nouveau³⁸ qui précise le rapport entre le droit intercantonal et le droit cantonal. Cet alinéa montre clairement que le droit intercantonal, du moins lorsqu'il est d'application directe, prime toutes les dispositions cantonales qui lui seraient contraires, y compris celles qui figurent dans les Constitutions³⁹.

A première vue, les projets d'Accord CDIP et de Convention scolaire romande ne semblent pas être d'application directe. Dans les deux cas, les cantons doivent s'engager à adapter leur législation pour la rendre conforme aux règles de droit intercantonal, et cela dans un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur respective de chaque texte.

Cependant, aucune sanction n'est prévue si un canton n'honore pas son engagement au sens des articles 11 du projet d'Accord CDIP et 26 du projet de Convention scolaire romande. Tout au plus pourra-t-on considérer l'intervention de la Confédération (art. 48a nouveau Cst. féd.) comme une véritable sanction pour les cantons qui n'auront pas collaboré. En effet, l'art. 48a Cst. féd. permettra à la Confédération – à la demande des cantons intéressés - de donner force obligatoire générale à des conventions intercantionales ou d'obliger certains cantons à adhérer à des conventions intercantionales dans des domaines strictement délimités.

De son côté, l'art. 26 al. 2 de la Convention scolaire romande n'a pas d'autre but que d'obliger les cantons à appliquer directement le droit intercantonal qu'ils ont déjà ratifié. L'application directe du droit intercantonal, telle qu'imaginée par cette disposition, apparaît comme une solution moins radicale que l'intervention de la Confédération au sens de l'art. 48a Cst. féd.

Art. 27 – Cycles et degrés scolaires

- 1 Le 1^{er} cycle (1-4) correspond aux années scolaires actuelles de -2 à +2.
- 2 Le 2^{ème} cycle (5-8) correspond aux années scolaires actuelles de +3 à +6.
- 3 Le 3^{ème} cycle (9-11) correspond aux années scolaires actuelles de +7 à +9.

Cette disposition fait le lien entre les futurs cycles et degrés scolaires actuels.

37 RS 642.14.

38 FF 2003, pp. 6035 ss.. N'est pas encore entré en vigueur.

39 JEAN-FRANÇOIS AUBERT in Jean-François Aubert et Pascal Mahon, op. cit., ad art. 48, no 12.

4.3.7 Chapitre 7 : Dispositions finales

Article 28 - Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur six mois après sa ratification par trois cantons.

Le nombre de cantons nécessaire pour mettre en vigueur la Convention correspond approximativement à la proportion de cantons nécessaire à l'entrée en vigueur de l'Accord CDIP (cf. art. 15 de ce dernier).

La Convention scolaire romande n'entrera pas en vigueur immédiatement. Les cantons qui n'auront pas encore terminé la procédure de ratification de la Convention scolaire romande au moment de l'entrée en vigueur de l'acte de ratification du troisième canton disposent d'un délai supplémentaire de six mois pour ratifier ladite convention.

Article 29 - Durée de validité, résiliation

- 1 *La présente Convention a une validité indéterminée.*
- 2 *Elle peut être résiliée avec préavis de trois ans pour la fin d'une année civile par annonce à la CIIP.*

Cette disposition est calquée sur la disposition analogue de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire. Le délai de trois ans permet les adaptations nécessaires en cas de résiliation de la Convention de la part d'un canton.

Article 30 - Caducité

La présente Convention deviendra caduque dès que le nombre nécessaire de cantons à sa mise en vigueur sera inférieur à trois.

Par analogie avec la disposition sur l'entrée en vigueur (art. 28), la Convention scolaire romande deviendra caduque si la limite de trois cantons n'est plus atteinte.

Cette disposition s'inspire de la solution retenue pour la Convention intercantonale relative à la coordination et à la concentration de la médecine hautement spécialisée (cf. art. 16 de ladite convention).

5 Finances

5.1 Budget actuel de la CIIP

Budget 2006: 7.5 millions de Fr. (7'449'200.00 Fr.)

Parts cantonales: à hauteur de 5.2 millions de Fr env.

Position	cantons	Montant (en Fr.)	pourcentage
1.	VD	1'888'000 Fr env.	35%
2.	GE	1'233'000 Fr. env	24%
3.	VS	603'000 Fr env.	12%
4.	NE	553'000 Fr env.	11%
5.	FR	488'000 Fr env.	9%
6.	BE	205'000 Fr env.	4%
7.	JU	205'000 Fr. env	4%
8.	TI	forfait 65'000 Fr.	1%

Le solde des recettes provient de(s) :

- vente à des tiers (produits CIIP, orientation scolaire et professionnelle OSP, Conférence des chefs de service de la formation professionnelle CRFP),
- contributions fédérales,
- contributions diverses (services généraux...).

5.2 Conséquences financières de la Convention scolaire romande

Il faut distinguer trois types de tâches qui découleront de l'application de la Convention scolaire romande:

1. Les tâches dont la CIIP se charge déjà aujourd'hui et que la Convention ancre de manière plus formelle dans le droit intercantonal (principalement art. 9 (formation des cadres scolaires); art. 10 (moyens d'enseignement et ressources didactiques), art. 11/12 (harmonisation des plans d'études);
 - > elles n'engendrent pas de dépenses nouvelles et sont déjà couvertes soit par le budget de la CIIP, soit par les ressources des départements cantonaux en ce qui concerne une partie des moyens d'enseignement et des ressources didactiques ainsi que la formation des cadres scolaires.
2. Les tâches nouvelles dont sera chargée la CIIP en cas d'entrée en vigueur de la Convention scolaire romande (principalement art. 6 (tests de référence), art. 7 (coordination des contenus

de la formation de base des enseignant-e-s), art. 8 (coordination de la formation continue des enseignant-e-s), art. 13 (attestation des connaissances et des compétences des élèves au moyen des portfolios nationaux ou internationaux recommandés par la CDIP), art. 14 (profils de compétence);

- > elles pourront être partiellement compensées par l'abandon de certaines tâches actuelles, mais entraîneront globalement une augmentation du budget de la CIIP que les cantons parties à la Convention devront assumer conformément à la clé de répartition prévue, soit par transfert budgétaire, soit par dépenses supplémentaires, selon les circonstances cantonales.
- > Le transfert de tâches cantonales vers la CIIP devra non seulement assurer une meilleure qualité des prestations, mais aussi, pour des tâches renforcées telles que l'acquisition commune ou la production de moyens d'enseignement, une réduction du coût moyen, avec à la clé une réduction du coût global.

3. Les modifications que la Convention scolaire romande engendrera pour les systèmes scolaires cantonaux (art. 4, début de la scolarisation): l'abaissement de l'âge du début de la scolarisation obligatoire à quatre ans révolus, qui reprend une mesure prévue par l'Accord CDIP, induira dans chaque canton des coûts dont l'ampleur varie considérablement en fonction des systèmes cantonaux actuels: chaque canton devra les chiffrer de manière individuelle. Ce coût ne découle cependant pas directement de la Convention scolaire romande, puisque la mesure est rendue obligatoire par l'Accord CDIP.
4. Enfin, il faut relever que le mécanisme de suivi parlementaire prévu par la Convention scolaire romande permettra un meilleur contrôle des dépenses générées.

6 Calendrier

calendrier	accord suisse	convention romande	remarques
1 ^{er} semestre 2006	dès le 16.2 : procédure de consultation auprès des can- tons + consulta- tion par le biais de la commission interparlementaire romande.	2 ^e moitié février à mi-mars: le document de mise en consultation du projet de Convention scolaire romande est remis par les gouvernements cantonaux à leurs parlements cantonaux –tel quel ou après une propre prise de position– et les invite à instituer une commission interparlemen- taire composée de sept représentant-e-s par canton concerné, conformément à l'article 5 de la «Convention des conven- tions». Mars 06: les parlements cantonaux nom- ment leurs membres de la commission interparlementaire. Dès avril 06: les membres de la com- mission interparlementaire disposent des documents de consultation (y.c. sur l'Accord CDIP). Dès mai 06: la commission interparle- mentaire dispose de six mois pour se prononcer.	Interlocu- trice de la commission interparle- mentaire: CIIP
2 ^e semestre 2006	novembre: fin de la procédure de consultation auprès des can- tons	fin novembre 06: la commission interpar- lementaire remet ses observations aux gouvernements cantonaux, qui les font suivre respectivement à la CDIP et à la CIIP. Fin 06: les gouvernements informent la commission interparlementaire de la suite donnée à ses observations. La même information est donnée dans chaque canton concerné à la commission chargée de traiter des affaires extérieures.	
1 ^{er} semestre 2007	1 ^{ère} lecture, en plénière CDIP, du projet d'Accord modifié après la consultation	1 ^{ère} lecture, en plénière CIIP, du projet de Convention scolaire romande modifié, après la consultation.	

2 ^e semestre 2007	Automne: 2 ^e lecture, en plénière CDIP, du projet d'Accord modifié après la consultation; puis adoption en vue de la ratification par les cantons (entrée en vigueur après ratification par dix cantons).	Automne: 2 ^e lecture, en plénière CIIP, du projet de Convention scolaire romande, modifié après la consultation; puis adoption et signature en vue de la ratification par les cantons (entrée en vigueur six mois après ratification par trois cantons).	Selon l'art. 7 al. 2 de la Convention des conventions, la prise de position de la commission interparlementaire est jointe au message adressé aux parlements.
1 ^{er} semestre 2008	ratification dans les cantons	ratification dans les cantons	
2 ^e semestre 2008	ratification dans les cantons	ratification dans les cantons	

Il est formellement possible de confier à la même commission interparlementaire tant l'examen de la Convention scolaire romande que celui de l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire. Cela n'empêche pas les cantons de consulter, en parallèle, les habituelles organisations, sur l'un et / ou l'autre des accords en consultation.

7 Documentation complémentaire

7.1 Nouveaux articles constitutionnels sur l'éducation

Arrêté fédéral du 16 décembre 2005 modifiant les articles de la Constitution sur la formation

<http://www.admin.ch/ch/f/ff/2005/6793.pdf>

Délibérations du Conseil national et du Conseil des Etats

http://www.parlament.ch/ab/frameset/f/n/4710/214284/f_n_4710_214284_214428.htm

7.2 Projet d'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse

<http://www.cdip.ch/>

HarmoS

http://www.edk.ch/f/CDIP/Geschaefte/framesets/mainAktivit_f.html

7.3 Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)

<http://www.ciip.ch>

Statuts de la CIIP du 9.5.1996

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/statuts_modif.pdf

Déclaration politique de la CIIP du 15.4.2005

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/PEC_Texte_politique_15-4-05.pdf

Déclaration de la CIIP sur les finalités et objectifs éducatifs de l'Ecole publique (18.11.1999)

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/finalites99.pdf>

Déclaration de la CIIP sur les finalités et objectifs de l'Ecole publique (30.1.2003)

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/cp030403_2%20.pdf

Projet de Plan d'études cadre romand (PECARO) - (version 2003 mise en consultation en 2004)

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/index-pecaro.pdf>

Convention intercantonale administrative sur les moyens d'enseignement et les ressources didactiques, du 19 février 2004

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/28me.pdf>

Programme d'activités 2005-2008

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/Prog_CIIP_05-08.pdf

7.4 Textes juridiques divers

Concordat sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970

<http://www.edk.ch/f/CDIP/rechtsgrundlagen/konkordat.html>

Convention du 9 mars 2001 relative à la négociation, à la ratification, à l'exécution et à la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger.

<http://www.admin.ch/ch/f/as/2002/559.pdf>

8 Convention scolaire romande

Le Canton de Berne, l'Etat de Fribourg, l'Etat de Vaud, le Canton du Valais, la République et Canton de Neuchâtel, la République et Canton de Genève ainsi que la République et Canton du Jura (ci-après: les cantons parties à la Convention),

Vu les dispositions constitutionnelles fédérales en matière de formation et de recherche,

Vu les articles 48, 48a, 61a, 62, 63 et 63a de la Constitution fédérale, 74 de la Constitution du Canton de Berne, 100 de la Constitution du Canton de Fribourg, 103 de la Constitution du Canton de Vaud, 38 de la Constitution du Canton du Valais, 56 de la Constitution de la République et canton de Neuchâtel, 99 de la Constitution de la République et canton de Genève et 84 de la Constitution de la République et canton du Jura,

Vu le Concordat sur la coordination scolaire du 29 octobre 1970,

Vu le projet d'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) du 19 janvier 2006,

Vu la Déclaration de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin relative aux finalités et objectifs de l'Ecole publique du 30 janvier 2003,

conviennent de ce qui suit:

Chapitre premier: Dispositions générales

Article premier – Buts

La présente Convention a pour but d'instituer et de renforcer l'Espace romand de la formation, en conformité avec l'Accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire.

Elle règle aussi les domaines de coordination spécifiques à la Conférence intercantonale de l'Instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (ci-après: la CIIP).

Article 2 – Champ d'application

La présente convention s'applique:

- > à la scolarité obligatoire et aux domaines dont la mise en oeuvre y est liée, en matière de coopération obligatoire;
- > à l'ensemble des domaines de formation, en matière de coopération non obligatoire.

Chapitre 2: Coopération intercantonale obligatoire

Section 1: Domaines de coopération

Article 3 – Généralités

Les cantons parties à la Convention sont tenus de coopérer dans les domaines suivants:

- a) début de la scolarisation (art. 4),
- b) durée des degrés scolaires (art. 5),
- c) tests de référence (art. 6),
- d) formation de base des enseignantes et enseignants (art. 7),
- e) formation continue des enseignantes et enseignants (art. 8),
- f) formation des cadres scolaires (art. 9),
- g) moyens d'enseignement et ressources didactiques (art. 10),
- h) harmonisation des plans d'études (art. 11/12),
- i) attestation des connaissances et des compétences des élèves au moyen des portfolios nationaux et/ou internationaux recommandés par la CDIP (art. 13),
- j) profils de compétence (art. 14).

Article 4 – Début de la scolarisation

L'élève est scolarisé dès l'âge de quatre ans révolus. Le jour déterminant est le 30 juin.

Article 5 – Durée des degrés scolaires

- 1 La scolarité obligatoire comprend deux degrés: le degré primaire et le degré secondaire I.
- 2 Le degré primaire, école enfantine ou cycle élémentaire inclus, dure huit ans et se compose de deux cycles :
 - a) Le 1^{er} cycle (1-4) comprend deux années d'école enfantine, ainsi que les deux premières années d'école primaire (cycle élémentaire);
 - b) Le 2^{ème} cycle (5-8) comprend les quatre dernières années d'école primaire.
- 3 Le degré secondaire I succède au degré primaire et dure en règle générale trois ans. Il se compose du 3^{ème} cycle (9-11).
- 4 Le temps nécessaire, à titre individuel, pour parcourir les différents degrés de la scolarité dépend du développement personnel de chaque élève.

Article 6 – Tests de référence

La CIIP organise des tests de référence communs à l'Espace romand de la formation, en particulier à la fin de chaque cycle.

Article 7 – Formation de base des enseignantes et enseignants

- 1 La CIIP coordonne les contenus de la formation de base des enseignantes et enseignants sur l'ensemble du territoire de l'Espace romand de la formation.
- 2 Elle tient compte des exigences formulées par la CDIP sur ce sujet, en particulier des conditions minimales à remplir pour la reconnaissance des diplômes pour les enseignantes et les enseignants.

Article 8 – Formation continue des enseignantes et enseignants

- 1 La CIIP coordonne la formation continue des enseignantes et enseignants.
- 2 À cet effet, elle s'assure la collaboration des organes de la CDIP chargés de cette tâche, en particulier de la Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques (CSHEP) et du Centre suisse de formation continue des professeurs de l'enseignement secondaire (CPS).

Article 9 – Formation des cadres scolaires

La CIIP organise la formation commune des directrices et directeurs d'établissements, ainsi que des cadres de l'enseignement.

Article 10 – Moyens d'enseignement et ressources didactiques

- 1 La CIIP assure la coordination des moyens d'enseignement et des ressources didactiques sur le territoire des cantons parties à la Convention.
- 2 Elle réalise dans l'ordre l'une ou l'autre des actions suivantes:
 - a) adopter et acquérir un ensemble unique de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle;
 - b) adopter un choix de deux à trois ensembles de moyens pour l'enseignement d'une discipline dans un degré ou un cycle et les acquérir;
 - c) définir une offre ouverte de moyens d'enseignement dûment sélectionnés et approuvés; l'approbation autorise l'usage du moyen dans les classes des cantons parties à la Convention;
 - d) réaliser ou faire réaliser un moyen original.

Section 2: Plan d'études cadre romand

Article 11 – Compétence

La CIIP édicte un plan d'études cadre romand, qui vise à harmoniser les plans d'études cantonaux.

Art. 12 – Contenu

Le plan d'études cadre romand est évolutif. Il harmonise les proportions respectives (en %) des domaines d'études par cycle, en laissant à chaque canton une marge d'appréciation à hauteur de 15 % au maximum du temps total d'enseignement par cycle.

Article 13 – Portfolios

Les cantons parties à la Convention veillent à ce que les élèves puissent attester de leurs connaissances et compétences au moyen des portfolios nationaux et/ou internationaux recommandés par la CDIP.

Article 14 – Profils de compétence

Pour la fin de la scolarité obligatoire, les cantons parties à la Convention élaborent des profils de compétence individuels destinés à documenter les écoles du degré secondaire 2 et les maîtres d'apprentissage.

Chapitre 3: Dispositions organisationnelles

Article 15 – Dispositions d'exécution de la Convention scolaire romande

- 1 La CIIP édicte les règles d'application de la présente Convention.
- 2 Les compétences financières des parlements cantonaux sont réservées.

Article 16 – Recommandations

La CIIP peut élaborer des recommandations à l'intention de l'ensemble des cantons parties à la Convention dans tous les domaines relatifs à l'Instruction publique, à la formation et à l'éducation qui ne sont pas expressément mentionnés dans la présente Convention.

Article 17 – Financement

- 1 La CIIP tire ses ressources financières de contributions des cantons parties à la Convention, des contributions et subventions fédérales et de recettes liées à des prestations.
- 2 La part des cantons parties à la Convention est répartie au prorata de leur population de résidence, déterminée tous les cinq ans sur la base de la statistique fédérale. Pour les cantons bilingues de Berne, Fribourg et du Valais, la clé de répartition de la CDIP est appliquée.
- 3 Les contributions des cantons parties à la Convention sont soumises à l'approbation des parlements, selon la procédure qui leur est propre.

Chapitre 4: Contrôle parlementaire

Article 18 – Rapport sur les activités de la CIIP

Les gouvernements soumettent chaque année aux parlements un rapport d'information, établi par le secrétariat général de la CIIP. Celui-ci porte sur :

- a) l'exécution de la Convention,
- b) le budget annuel,
- c) les comptes annuels de la CIIP.

Article 19 – Commission interparlementaire

- 1 Les cantons parties à la Convention conviennent d'instituer une commission interparlementaire composée de sept député-e-s par canton, désigné-e-s par chaque parlement selon la procédure qui leur est propre.
- 2 La commission interparlementaire est chargée d'étudier le rapport annuel, le budget et les comptes annuels qui y sont liés, avant que ceux-ci ne soient portés à l'ordre du jour des parlements.
- 3 La commission interparlementaire se réunit au minimum deux fois l'an. Elle peut également se réunir à la demande d'un tiers de ses membres ou sur proposition de son bureau, sur la base d'un ordre du jour préétabli.

Article 20 – Présidence

- 1 Lors de sa première séance annuelle, la commission interparlementaire élit pour un an un de ses membres à la présidence, un second à la vice-présidence, à tour de rôle dans la délégation de chaque canton; en l'absence des titulaires, la commission désigne un-e président-e de séance.
- 2 La séance inaugurale de la commission interparlementaire est convoquée à l'initiative du bureau du parlement du canton qui assume la présidence de la CIIP; celui-ci fixe le lieu et la date de la réunion, après avoir pris l'avis des bureaux des autres parlements.
- 3 Chaque délégation cantonale à la commission interparlementaire se donne un rapporteur.

Article 21 – Votes

- 1 La commission interparlementaire prend ses décisions à la majorité des député-e-s présent-e-s.
- 2 Lorsqu'elle émet une recommandation à l'intention des parlements, le procès-verbal fait mention des résultats du vote au sein de chaque délégation cantonale.
- 3 Le résultat de ses travaux est consigné dans un rapport adressé aux parlements.

Article 22 – Représentation de la CIIP

- 1 La CIIP est représentée aux séances de la commission interparlementaire. Elle ne participe cependant pas aux votes.
- 2 La commission interparlementaire peut demander à la CIIP toutes informations et procéder avec son assentiment à des auditions.

Article 23 – Examen du rapport de la CIIP par les parlements

- 1 Les bureaux des parlements portent chacun à l'ordre du jour de la prochaine assemblée utile le rapport de la CIIP, accompagné du rapport de la Commission interparlementaire.
- 2 Ces rapports sont remis aux député-e-s avant la session, selon la procédure propre à chaque parlement.
- 3 Chaque parlement est invité à prendre acte du rapport de la CIIP, selon la procédure qui lui est propre.

Chapitre 5: Voie de recours

Article 24 – Voie de recours

Tout litige entre les cantons parties à la Convention au sujet de l'application de la Convention scolaire romande peut faire l'objet d'une action auprès du Tribunal fédéral (art. 120 al. 1 lit. b de la Loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005).

Chapitre 6: Dispositions transitoires

Article 25 – Mécanisme de décision avant la ratification de la Convention scolaire romande

Les cantons ayant signé la Convention scolaire romande mais qui ne l'ont pas encore ratifiée, sont exclus des domaines de coopération obligatoire. Ils peuvent participer à titre d'observateurs aux discussions relatives à l'exécution de ladite Convention ainsi qu'à son financement, mais leurs représentants ne disposent pas du droit de vote.

Article 26 – Harmonisation des structures scolaires et des plans d'études cantonaux

- 1 Les cantons parties à la Convention s'engagent, dans un délai maximal de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, à mettre en oeuvre les objectifs fixés à l'art. 3.
- 2 A l'expiration de ce délai, la présente Convention est directement applicable si les dispositions du droit scolaire cantonal s'en écartent.

Art. 27 – Cycles et degrés scolaires

- 1 Le 1^{er} cycle (1-4) correspond aux années scolaires actuelles de -2 à +2.
- 2 Le 2^{ème} cycle (5-8) correspond aux années scolaires actuelles de +3 à +6.
- 3 Le 3^{ème} cycle (9-11) correspond aux années scolaires actuelles de +7 à +9.

Chapitre 7: Dispositions finales

Article 28 – Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur six mois après sa ratification par trois cantons.

Article 29 – Durée de validité, résiliation

- 1 La présente Convention a une validité indéterminée.
- 2 Elle peut être résiliée avec préavis de trois ans pour la fin d'une année civile par annonce à la CIIP.

Article 30 – Caducité

La présente Convention deviendra caduque dès que le nombre nécessaire de cantons à sa mise en vigueur sera inférieur à trois.

Impressum

Editeur

Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)

Commandes

Secrétariat général de la CIIP, Faubourg de l'Hôpital 68, Case postale 556,
CH-2002 Neuchâtel, tél. 032 889 69 72, E-mail ciip.srti@ne.ch

Internet

www.ciip.ch





Westschweizer Schulvereinbarung

Erläuternder Bericht (Vernehmlassung vom 16.02.2006 bis 30.11.2006)

Inhaltsverzeichnis

Der Vereinbarungsentwurf im Überblick	3
1 Kontext	5
1.1 Historischer Kontext	
1.2 Heutiger Kontext	
2 Ziele der Westschweizer Schulvereinbarung	6
2.1 Allgemeine, in der Erklärung der CIIP vom April 2005 festgelegte Zielsetzungen	
2.2 Zielsetzungen der Westschweizer Schulvereinbarung	
3 Allgemeiner Kommentar zum Entwurf	8
3.1 Geltungsbereich der Westschweizer Schulvereinbarung	
3.2 Elemente des Westschweizer Rahmenlehrplans, die in die Westschweizer Schulvereinbarung einzuführen sind	
3.3 Harmonisierung der Strukturen	
3.4 Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer / Ausbildung der Schulkader	
3.5 Gemeinsame Lehrmittel und didaktische Materialien	
3.6 Parlamentarische Kontrolle	
3.7 Allgemeine Zuständigkeit für das Abgeben von Empfehlungen in Bereichen, die nicht Gegenstand der Westschweizer Schulvereinbarung sind	
3.8 Rekursweg	
4. Kommentar der einzelnen Artikel	18
4.1 Die Parteien	
4.2 Die Grundlagen	
4.3 Die Artikel	
5 Finanzen	31
5.1 Gegenwärtiges Budget der CIIP	
5.2 Finanzielle Auswirkungen der Westschweizer Schulvereinbarung	
6 Zeitplan	33
7 Zusätzliche Unterlagen	35
7.1 Neue Bildungsverfassung	
7.2 Entwurf der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule	
7.3 Interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins	
7.4 Verschiedene Rechtsgrundlagen	
8 Westschweizer Schulvereinbarung	37
Kapitel 1: Allgemeine Bestimmungen	
Kapitel 2: Obligatorische interkantonale Zusammenarbeit	
Abschnitt 1: Bereiche der Zusammenarbeit	
Abschnitt 2: Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz	
Kapitel 3: Organisatorische Bestimmungen	
Kapitel 4: Parlamentarische Kontrolle	
Kapitel 5: Rekurswege	
Kapitel 6: Übergangsbestimmungen	
Kapitel 7: Schlussbestimmungen	

Der Vereinbarungsentwurf im Überblick

Die Mitgliederkantone der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) können bereits auf eine jahrzehntelange Tradition der Zusammenarbeit zurückblicken. In jüngerer Zeit haben sie eine «Erklärung über den Zweck und die Ziele der öffentlichen Schule» (2003) sowie eine politische Erklärung verabschiedet, in welcher die Schaffung eines «Westschweizer Bildungsraums» angekündigt wurde (April 2005).

Der vorliegende Entwurf der interkantonalen Vereinbarung, der von den Westschweizer Kantonen ratifiziert werden muss (der Kanton Tessin tritt nicht bei), wird diesen «Westschweizer Bildungsraum» einrichten; der Westschweizer Rahmenlehrplan (PECARO), dessen Schlussfassung für das Jahr 2006 erwartet wird, bildet dazu eine wichtige Grundlage.

Parallel dazu finden in der ganzen Schweiz Harmonisierungsbestrebungen statt: Im Mittelpunkt stehen dabei der Entwurf für eine interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (gesamtschweizerisch) der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) sowie die vom Bundesparlament in Zusammenarbeit mit der EDK vorgeschlagene Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung, über die das Schweizer Volk am 21.5.2006 in einer Volksabstimmungen zu befinden hat.

Vor diesem Hintergrund der schweizweiten Harmonisierung der obligatorischen Schule möchten die Westschweizer Bildungsverantwortlichen dem «Westschweizer Bildungsraum» die erforderliche Legitimation verleihen, um in der Umsetzung und der Anwendung der künftigen Schweizer Bildungskoordination eine entscheidende Rolle spielen zu können.

Inhalt

Der Entwurf der Westschweizer Schulvereinbarung will insbesondere:

- mehrere Ziele der Schweizer Vereinbarung bekräftigen (Schuleintritt mit vollendetem vierten Lebensjahr; Dauer der Schulstufen, Portfolios);
- auf der Ebene der CIIP diejenigen Aufgaben, welche das Schweizer Konkordat an die Regionalkonferenzen delegiert (siehe Artikel 7 und 8), umsetzen:
 - > Entwicklung und Einführung von Referenztests auf der Grundlage der nationalen Bildungsstandards
 - > Harmonisierung der Lehrpläne
 - > Koordination der Lehrmittel
- die spezifischen Bereiche der Zusammenarbeit der CIIP regeln, insbesondere:
 - > zusätzliche Erläuterungen zu den Schulstufen;
 - > Inhalte der Grundbildung der Lehrerinnen und Lehrer;
 - > Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer;
 - > Ausbildung der Bildungskader;
 - > Massnahmen zur Harmonisierung in anderen Bildungsbereichen usw.
- die schulische Zusammenarbeit der Westschweiz legitimieren, indem eine parlamentarische Aufsicht eingesetzt wird (Schaffung einer interparlamentarischen Ad-hoc-Kommission, die sich aus je sieben Vertreterinnen und Vertretern pro Kanton zusammensetzt).

Zeitplan für die Umsetzung

In den Monaten März bis November 2006 findet in den Westschweizer Kantonen, deren Parlamenten (via interparlamentarische Kommission) sowie den üblichen Partnern der CIIP (Berufsverbände der Lehrerinnen und Lehrer und Eltern) eine Vernehmlassung statt. Der Klarheit halber entschied sich die CIIP, das Vernehmlassungsverfahren über die Westschweizer Vereinbarung mit dem Vernehmlassungsverfahren der interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule der EDK zu verbinden.

Im Jahr 2007 wird die CIIP einen Schlusstext der Vereinbarung verabschieden, der auf der Grundlage der Vernehmlassungsergebnisse überarbeitet wurde.

Ab 2008 wird die Vereinbarung den Westschweizer Kantonsparlamenten zur Ratifikation unterbreitet. Sobald ihr drei Kantone beigetreten sind, wird sie innerhalb einer Frist von sechs Monaten in Kraft treten. Die Vereinbarungskantone haben dann vier Jahre Zeit, um die angestrebten Ziele umzusetzen.

1. Kontext

1.1 Historischer Kontext

Die vor 132 Jahren gegründete Interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (nachfolgend: die CIIP) verabschiedete im Jahr 1972 ihren ersten gemeinsamen Lehrplan. Dieser hatte unverbindlichen Charakter, wurde aber von allen interessierten Kantonen übernommen («CIRCE1» für die Stufen 1-4).

Ähnliche Pläne folgten im Jahr 1979 für die Stufen 5 und 6, sowie im Jahr 1986 für die Stufen 7 bis 9.

1996 gab sich die CIIP neue Statuten; dies in der Absicht, «den Erfahrungsschatz im Bereich der Harmonisierung von Lehrplänen des Kindergartens und der obligatorischen Schule auszubauen und zu aktualisieren».

In den Jahren 1999 und 2003 fügten sich dieser Neufassung Erklärungen über den Zweck und die Ziele der öffentlichen Schule an. Diese stellten die Erziehungs- und Bildungsaufgaben der Schule in den Vordergrund.

Zu Beginn des Jahres 2000 bekräftigte die Konferenz ihre Absichten mit dem Entwurf eines Westschweizer Rahmenlehrplans (PECARO) für die Harmonisierung der kantonalen Lehrpläne; in diesem wurden die Lernfortschritte in so genannten prioritären Zielen beschrieben. Dieser Plan wurde im Laufe des Jahres 2004 in die Vernehmlassung geschickt. Nach mehrmaligem Austausch über die Ergebnisse dieser Vernehmlassung legte die CIIP am 15. April 2005 ihre politische Position dar – im Mittelpunkt stand dabei die Unterzeichnung **einer interkantonalen, von den Westschweizer Kantonsparlamenten zu verabschiedende Westschweizer Schulvereinbarung**.

1.2 Heutiger Kontext

Die politische Erklärung der CIIP vom 15. April 2005 fasste den heutigen Kontext des Harmonisierungsvorhabens folgendermassen zusammen:

«Wie auch andere westliche Länder sieht sich die Schweiz mit einem Übergang einer industriellen Gesellschaft in eine Informationsgesellschaft konfrontiert. In der Wirtschaft hängt unsere Wettbewerbsfähigkeit immer mehr vom hohen Qualifikationsniveau unserer Arbeitskräfte und von unserem Innovationspotenzial ab. Ob dies von Erfolg gekrönt sein wird, hängt von unserer Fähigkeit ab, sowohl unser Know-how weiter zu entwickeln als auch die Basis zu dessen Übermittlung zu beherrschen, in diesem Fall die neuen Informations- und Kommunikationstechnologien. Die Bildungspolitik ist daher in den Mittelpunkt von Debatten gerückt, wie es beispielsweise der in den Medien sehr präzente Einfluss von internationalen Untersuchungen wie PISA illustriert.

Seit einiger Zeit ist die Bildung Gegenstand zahlreicher parlamentarischer Vorstösse, sowohl auf Bundes- als auch auf Kantonsebene, welche die Harmonisierung der Ziele, der Inhalte

1 Commission intercantonale romande pour la Coordination de l'enseignement, 1967 eingesetzt.

bzw. der Strukturen zum Inhalt haben, verbunden mit zentralisierenden Bestrebungen.

Diese Vorstösse sind bezeichnend für die Erwartungen gegenüber der öffentlichen Schule, aber auch für eine immer stärker werdende ideologische Polarisierung. Diese stellt, häufig auf eine karikaturistische Weise, die Verfechter einer utilitaristischen Schule, die auf dem Wettbewerb und der individuellen Verantwortung beruht, den Anhängern einer egalitären Schule, Förderin der sozialen Gerechtigkeit, in welcher sich Grundsätze der Chancen- und der Erfolgsgleichheit vermischen, gegenüber. In einem föderalistischen System wie dem unseren muss daher unbedingt ein echter politischer Konsens über die öffentliche Schule gefunden werden.»

Vor diesem Hintergrund sah sich auch die Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) veranlasst, die interkantonale Zusammenarbeit zu verstärken, indem sie koordinierte Aktionspläne verabschiedete und im Rahmen des HarmoS-Entwurfs die Einführung von Bildungsstandards für das Ende der obligatorischen Schulzeit vorbereitete. Dieser Prozess, der gleichzeitig und in Übereinstimmung mit den Debatten der eidgenössischen Kammern über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung geführt wird, sollte bis 2007 zur Verabschiedung einer neuen interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule führen. Dieses wird parallel zum Entwurf der Westschweizer Schulvereinbarung in die Vernehmlassung gehen.

2 Ziele der Westschweizer Schulvereinbarung

2.1 Allgemeine, in der Erklärung der CIIP vom April 2005 festgelegte Zielsetzungen

> Schaffung eines Westschweizer Bildungsraums:

Die Westschweizer Schulvereinbarung ermöglicht nicht nur die Festlegung von gemeinsamen pädagogischen Zielen vom Kindergarten bis in die Sekundarstufe 1, sondern auch die Schaffung von Grundlagen für einen echten Westschweizer Bildungsraum.

Dieser soll vor allem:

- schrittweise dazu führen, die Einschulung auf das vollendete vierte Altersjahr festzulegen (wie dies die Koordinationsarbeiten auf nationaler Ebene –EDK– im Entwurf der interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule vorsehen) und
- ermöglichen, an der Schaffung von Lernzyklen zu arbeiten, wie sie im Westschweizer Rahmenlehrplan (PECARO) beschrieben werden.

> **gemeinsame Qualitätsbemühungen**

Auf der Grundlage von gemeinsamen Zielen ermöglicht die Westschweizer Schulvereinbarung die Schaffung von Referenztests in der Westschweiz. Mit diesen Tests kann in jedem Kanton und jeder Region ermittelt werden, ob diese Ziele erreicht wurden. Die Westschweizer Schulvereinbarung ist also ein Werkzeug, das für eine verbesserte Qualität in der öffentlichen Schule unbedingt erforderlich ist.

> **Ausbau des Übergangs zwischen Sekundarstufe 1 und Sekundarstufe 2**

Der Rahmenlehrplan PECARO ist derart konzipiert, dass der Schülerin oder dem Schüler ein individuelles Ausbildungsprogramm mit Kompetenzprofilen für das Ende der obligatorischen Schule geboten wird. Auch diese sind für die ganze Westschweiz dieselben.

Dank der Kompetenzprofile kann der Übergang von der obligatorischen Schule in die Studiengänge der postobligatorischen besser gewährleistet werden, indem die Ausbildung angepasst wird, je nachdem ob sich die Schülerinnen und Schüler nach der obligatorischen Schule in die Arbeitswelt oder in ein Studium eintreten. Sie dienen ausserdem dazu, den Lehrmeistern oder Schulen der Sekundarstufe 2 die Fähigkeiten der Schülerinnen oder Schüler genau zu dokumentieren.

Der PECARO stellt als unentbehrliches Werkzeug für die Schaffung eines Westschweizer Bildungsraums eine Synthese der Koordinationsbestrebungen im Bereich der Ziele (Lehrpläne), der Ausbildung der Lehrerinnen und Lehrer, der Abgabe von Lehrmitteln und didaktischen Materialien sowie der Bewertung der Arbeit der Schülerinnen und Schülern dar.

2.2 Zielsetzungen der Westschweizer Schulvereinbarung

Vor diesem Hintergrund wird die Westschweizer Schulvereinbarung, angekündigt unter dem Namen «Westschweizer Bildungsraum», eine Ergänzung zur Interkantonalen Vereinbarung (Schweiz) über die Harmonisierung der obligatorischen Schule darstellen. Sie soll:

- einerseits auf der Ebene der CIIP die Aufgaben, welche der Entwurf der Schweizer Vereinbarung in seinen Artikeln 7 und 8 an die Regionalkonferenzen delegiert, umsetzen (Entwicklung und Einführung von Referenztests auf der Grundlage der nationalen Ausbildungsstandards; Harmonisierung der Lehrpläne; Koordination der Lehrmittel)² und
- andererseits zusätzliche Bereiche zu den vom Entwurf der Interkantonalen Vereinbarung (Schweiz) über die Harmonisierung der obligatorischen Schule festgelegten bestimmen, in welchen die Unterzeichnerkantone gemeinsame Ziele vorgeben (z.B. zusätzliche Erläuterungen zu den Schulstufen, Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer, Ausbildung der Bildungskader, Massnahmen zur Harmonisierung anderer Bildungsbereiche usw.).

Die Schaffung des Westschweizers Bildungsraums hat eine bessere Koordination und eine, auf den Best Practices der beteiligten Kantone basierende Qualität zum Ziel. Zudem folgt sie auch dem

² An dieser Stelle gilt es darauf hinzuweisen, dass hier zu einem grossen Teil Aufgaben verankert werden, die in der Westschweiz bereits seit 1969/1970 wahrgenommen werden.

Grundsatz der Rationalität: Die mit dem Westschweizer Bildungsraum verbundenen Aktivitäten:

- fallen einerseits in den Bereich des Generalsekretariats der CIIP und der Ressourcen, über welche dieses gegenwärtig verfügt,
- andererseits legen die betroffenen kantonalen Departemente für einige der Projekte die ihnen zur Verfügung stehenden Ressourcen zusammen, um auf Kantonsebene die entsprechenden Aufgaben zu erfüllen.

Die strukturellen Anpassungen und insbesondere die Einführung der obligatorischen Schule ab dem vollendeten vierten Lebensjahr – die in erster Linie auf nationaler Ebene koordiniert wird – sind in jedem Kanton eigenen Finanzierungsmodalitäten unterzuordnen; denn die Kosten dieser Anpassungen variieren je nach Ausgangslage der Kantone beträchtlich (so können diese in den Kantonen, in denen die Mehrheit der Schülerinnen und Schüler bereits ab dem vollendeten vierten Lebensjahr eingeschult werden, sehr niedrig sein). (Siehe auch Kapitel 5)

Dank der Westschweizer Schulvereinbarung können sich gemäss Entscheid der CIIP vom 22. September 2005 auch die Kantonsparlamente auf proaktive Weise an einem wichtigen Prozess in einem Bereich der Politik beteiligen, der gegenwärtig mit höchster Aufmerksamkeit verfolgt wird – und dies gilt auch für Bereiche, die formal den Exekutiven bzw. den Departementsvorstehern unterstehen. Diese Beteiligung der Parlamente setzte, um überhaupt praktikabel zu sein, einen Entwurf des Vereinbarungstextes voraus, der politische Fragen in den Mittelpunkt stellte, die angesichts der laufenden politischen Debatten in den verschiedenen Regionen der Westschweiz die wichtigsten zu sein scheinen.

3 Allgemeiner Kommentar zum Entwurf

3.1 Geltungsbereich der Westschweizer Schulvereinbarung

- a) Der Entwurf der Westschweizer Schulvereinbarung sieht **spezifische Bereiche der Zusammenarbeit vor**, deren Umsetzung der CIIP zukommt. Konkret bedeutet dies, dass ein interkantonales Organ über die notwendigen Kompetenzen verfügen muss, um die Zusammenarbeit in den ihm zugewiesenen Bereichen umzusetzen. Im vorliegenden Fall muss die CIIP die Zuständigkeit zum Erlass von zwingenden Vorschriften erhalten. Diese Übertragung von Kompetenzen setzt voraus, dass alle betroffenen Kantone die Ausführung verschiedener spezifisch aufgeführter Aufgaben an ein interkantonales Organ überträgt. Die Kantonsparlamente sind in diese Kompetenzübertragung involviert, da sie den Beitritt des jeweiligen Kantons zur Schulvereinbarung ratifizieren müssen. In den betreffenden Kantonen (BE, FR, JU, NE, VD, VS) unterliegt der Beschluss des Kantonsparlamentes dem Referendum³.

3 Art. 61 Bst. c & 62 Bst. b KV BE; Art. 45 Bst. b & 46 Abs. 1 Bst. b KV FR; Art. 49 Abs. 3 Bst. a & 53 KV GE; Art. 77 Bst. f & 78 Bst. c KV JU; Art. 42 Bst. e & 44 Bst. c KV NE; Art. 83 Abs. 1 Bst. b & 84 Abs. 1 Bst. b KV VD; Art. 31 Abs. 1 Ziffer 2 KV VS

- b) Die im Verhältnis zur Anzahl der Einwohnerinnen und Einwohner jedes Kantons berechnete Finanzierung bedarf keiner besonderen Erläuterung. Um den Anteil zu Lasten jeden Kantons zu bestimmen, unter Berücksichtigung «des französischsprachigen Teils des Kantons für die zweisprachigen Kantone», wird vorgeschlagen, den vom Vorstand der EDK am 19. Januar 2006⁴ verabschiedeten Verteilschlüssel zu übernehmen, was eine Anpassung der Statuten der CIIP nötig macht.
- c) Die **interkantonalen verbindlichen Bereiche der Zusammenarbeit** im Bildungsbereich werden gegenwärtig in Artikel 2 des Konkordats vom 29. Oktober 1970 über die Schulkoordination aufgeführt. Es handelt sich um:
- das Eintrittsalter in die obligatorische Schule
 - die Dauer der obligatorischen Schule
 - die ordentliche Ausbildungszeit vom Eintritt in die obligatorische Schule bis zur Maturitätsprüfung
 - den Beginn des Schuljahres.

Diese Bereiche müssen Gegenstand rechtskräftiger Entscheide sein, denen sich die kantonalen Behörden zu fügen haben. Gemäss dem Entwurf der interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule, der von der EDK in die Vernehmlassung geschickt wurde, soll dieser Artikel durch den Inhalt der neuen Vereinbarung ersetzt werden⁵.

Auf der anderen Seite, wird der Bundesbeschluss vom 16. Dezember 2005 über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung am 21. Mai 2006 vom Volk angenommen, könnte der Bund interkantonale Vereinbarungen für allgemein verbindlich erklären oder gewisse Kantone dazu verpflichten, interkantonalen Vereinbarungen über die öffentliche Schule beizutreten (Art. 48 a Abs.1 Bst. b BV neu), jedoch ausschliesslich in Bereichen, die in Artikel 62 Absatz 4 Erwähnung finden, d.h.:

- das Schuleintrittsalter und die obligatorische Schule
- die Dauer und die Ziele der Schulstufen und der Übergang von der einen in die andere, und
- die Anerkennung von Diplomen.

4 «1 Für die Periode 2006-2010 ist die Lastenverteilung, die der territorialen Verteilung der offiziellen Landessprachen entspricht und auf der offiziellen Wohnbevölkerung am 1. Januar 2004 basiert, für die zweisprachigen Kantone, welche sich gleichzeitig an den Koordinationsarbeiten der zwei regionalen Konferenzen der EDK beteiligen, die Folgende: BE 7.5% fr., 92.5% dt.; FR 68% fr., 32% dt.; VS 69% fr., 31% dt.

2 Dieser Beschluss wird von den Konferenzen und den Organen der EDK für alle Budgets und Arbeiten, die auf dem üblichen Kriterium «Bevölkerung» basierenden Verteilschlüssel finanziert werden, angewandt, deshalb ist eine Unterscheidung zwischen regionalen Konferenzen oder Sprachregionen notwendig.

3 Das Generalsekretariat der EDK kommuniziert diesen Beschluss den Direktionen für Erziehung der drei betroffenen Kantone sowie den Sekretariaten der vier regionalen Konferenzen. Es ist beauftragt, diesen Verteilschlüssel auf der Grundlage der eidgenössischen Volkszählungen alle fünf Jahre anzupassen, ihn den Erziehungsdirektionen der betreffenden Kantone zu unterbreiten, und anschliessend zusammen mit seiner Stellungnahme dem Vorstand zu präsentieren, damit er aktualisiert werden kann.»

5 Artikel 14 des Entwurfs des interkantonalen Konkordats über die Harmonisierung der obligatorischen Schule.

d) Gemäss Artikel 15 des Entwurfes der Vereinbarung der EDK setzt der Vorstand der EDK die Vereinbarung in Kraft, wenn ihr mindestens zehn Kantone beigetreten sind, was einem Quorum von etwas weniger als 40% entspricht. In einer ähnlichen Logik – damit eine Blockade derjenigen Kantone vermieden wird, die rasch in ihrer Zusammenarbeit voranschreiten möchten – ist vorgesehen, dass die Westschweizer Schulvereinbarung sechs Monate, nachdem sie von drei Kantonen ratifiziert worden ist, in Kraft tritt. Eine Kohärenz zwischen Inhalt⁶ der Westschweizer Schulvereinbarung und den bestehenden Aktivitäten der CIIP ist unbedingt notwendig.

Die gegenwärtigen Aktivitäten der CIIP werden in Artikel 2 der Statuten der CIIP vom 9. Mai 1999 erwähnt:

«die Konferenz behandelt Fragen der interkantonalen Koordination und der Zusammenarbeit in den Bereichen der kantonalen Politik zu Erziehung, Bildung, Bildungsforschung, Kultur und der französischen Sprache,

sie arbeitet mit den zuständigen Stellen im Bereich der Medienerziehung, Kultur und Fernstudium zusammen;

sie arbeitet mit den zuständigen Departementen der Bundesverwaltung und mit der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren in jeder Frage in Bezug auf Politik, Verwaltung und den Gebrauch der französischen Sprache in der Schweiz zusammen (Absatz 2).»

Zudem setzt die CIIP die Zielsetzungen und Aufgaben um, welche ihr von der Vereinbarung vom 12. Februar 1994⁷ über die Koordination der Universitäten in der Westschweiz übertragen wurden. (Abs. 3)

Es gilt auch die Aufgaben der Plenarversammlung der CIIP (Art. 6 Abs.2 Statuten der CIIP) zu berücksichtigen, welche sich aus den Vorstehern der Erziehungsdirektionen der Kantone Bern, Freiburg, Genf, Jura, Neuenburg, Tessin, Wallis und Waadt zusammensetzt.

Ihre Zuständigkeiten sind folgende:

- a) Erarbeitung von Vorschlägen für interkantonalen Abkommen, Vereinbarungen oder Konkordaten von regionaler Bedeutung und Überwachung derer Anwendung;
- b) Erarbeitung von Richtlinien und Entwicklungsplänen für alle oder besondere Bereiche des Bildungssystems;
- c) Veröffentlichung von Stellungnahmen zu erziehungspolitischen Fragen;
- d) Äusserungen zu von der schweizerischen Konferenz durchgeführten Vernehmlassungen;
- e) Entscheid über die allgemeine Einführung gemeinsamer Lehrmittel;

6 Siehe Punkt 2 «Zielsetzungen der Westschweizer Schulvereinbarung»

7 Mittlerweile durch die Vereinbarung vom 3. Juni 2004 ersetzt.

- f) Entscheid über die Schaffung von ständigen Institutionen und Kommissionen;
- g) Bestimmung ihres Präsidenten oder ihrer Präsidentin, Vizepräsidenten oder Vizepräsidentin und Ernennung des Generalsekretariats;
- h) Ernennung der Dienstchefs und des Kaders des Generalsekretariats und der Institutionen;
- i) Genehmigung des Budgets, des Geschäftsberichts und der Jahresrechnung.

3.2 Elemente des Westschweizer Rahmenlehrplans, die in die Westschweizer Schulvereinbarung einzuführen sind

Als Erstes muss der CIIP die Kompetenz gegeben werden, einen Westschweizer Rahmenlehrplan (PECARO) zu erarbeiten. Konkret bedeutet dies, dass die Partnerkantone ihr einen Teil ihrer Souveränität übergeben müssen, indem sie ihr das Recht einräumen, rechtskräftige Entscheide zu fällen.

Die Kantone ihrerseits sind dazu verpflichtet, ihren jeweiligen Lehrplan dem Rahmenlehrplan PECARO anzupassen. Dazu verfügen sie über dieselbe Frist, wie sie von der Schweizer Vereinbarung vorgesehen ist, das heisst vier Jahre (Art. 11 de Vereinbarungsentwurfs der EDK).

Die Verpflichtung, Kinder ab dem vollendeten vierten Lebensjahr einzuschulen, muss im Zusammenhang mit der neuen Definition von drei Lernzyklen betrachtet werden, nach der die zwei Jahre Kindergarten in die obligatorische Schule integriert werden.

Die Kantone verfügen in der Gestaltung der Lehrpläne bezüglich des Unterrichts in den Fachbereichen über einen gewissen Handlungsspielraum.

Dieser Spielraum muss künftig für alle Mitgliedskantone der CIIP derselbe sein. Diese Harmonisierung wird die Durchführung von gemeinsamen Referenztests im Westschweizer Bildungsraum erleichtern. Es wird daher möglich sein, in jedem Kanton und in jeder Region zu ermitteln, ob die Ziele des Rahmenlehrplans PECARO erreicht wurden. Die Westschweizer Schulvereinbarung hat in diesem Zusammenhang die Schaffung eines *Bildungsraums von hervorragender Qualität* zum Ziel. Die Änderung der Verfassungsbestimmungen des Bundes im Bildungsbereich strebt das gleiche Ziel an.

Die drei neuen Lernzyklen sind Folgende:

- der 1. Zyklus (1-4) entspricht den gegenwärtigen Schuljahren «-2 bis +2»
- der 2. Zyklus (5-8) entspricht den gegenwärtigen Schuljahren «+3 bis +6»
- der 3. Zyklus (9-11) entspricht den gegenwärtigen Schuljahren «+7 bis +9»

Die Organisation der Struktur der obligatorischen Schule (8+3) ist Gegenstand eines eigens-

tändigen Artikels. Eine Übergangsbestimmung regelt den Übergang zum neuen System. Die vorgesehene Frist (vier Jahre) entspricht derjenigen des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

3.3 Harmonisierung der Strukturen

Die Dauer der Schulstufen wird durch Artikel 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK (Art. 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK regelt die Dauer der Schulstufen). Gemäss dieser Bestimmung:

- dauert die Primarstufe, inklusive Vorschule oder Eingangsstufe, acht Jahre (Abs. 1);
- schliesst die Sekundarstufe I an die Primarstufe an und dauert in der Regel drei Jahre (Abs.2);
- erfolgt der Übergang zur Sekundarstufe II für den Bereich der Berufsbildung nach dem 11. Schuljahr, für die gymnasialen Maturitätsschulen in der Regel nach dem 10. Schuljahr. Für die übrigen Bereiche entscheidet der Kanton, ob der Übergang nach dem 10. oder 11. Schuljahr erfolgt (Abs. 3).

Diese Bestimmung sieht zudem vor, dass die Zeit für das Durchlaufen der Schulstufen im Einzelfall abhängig von der individuellen Entwicklung der Schülerin oder des Schülers ist (Abs. 4).

Indem diese Bestimmung in die Westschweizer Schulvereinbarung integriert und diese zwingend einzuhalten ist, werden die betroffenen Kantone künftig über identische Strukturen verfügen. Dies festigt den Begriff des Westschweizer Bildungsraums und erleichtert die Durchführung von gemeinsamen Referenztests, wie unter Ziffer 4 beschrieben.

3.4 Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer / Bildung der Schulkader

Gegenwärtig werden die Lehrerinnen und Lehrer in allen Mitgliedskantonen der CIIP an den Pädagogischen Hochschulen (nachfolgend: die PH) ausgebildet – ausser in Genf, wo diese Ausbildung an der Universität absolviert wird (genauer gesagt an der Fakultät der Psychologie und der Erziehungswissenschaften bzw. am Institut de Formation des Maîtres et Maîtresses de l'Enseignement secondaire des Kantons Genf – nachfolgend: IFMES) und in Freiburg, wo die Lehrerinnen und Lehrer der Sekundarstufe I und II an der Universität ausgebildet werden. In Genf wird gegenwärtig ein Projekt mit dem Ziel durchgeführt, die Ausbildung der Lehrerinnen und Lehrer der Sekundarstufe in die Universität zu verlagern.

Die Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer findet ebenfalls an den PH⁸, den Universitäten⁹ sowie einer Reihe anderer Organismen und Einrichtungen für die Lehrerinnen- und Lehrerausbildung statt.

8 BE, JU & NE: Art. 8 Abs. 2 Bst. c des interkantonalen Konkordats zur Schaffung einer gemeinsamen Pädagogischen Hochschule der Kantone BE, JU und NE (HEP-BEJUNE); FR: Art. 1er Abs. 2 Bst. b des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule (PHG); VD: Art. 3 Abs.1 Gesetz über die Pädagogische Hochschule; VS: Art. 4 Abs. 2 & 3 Gesetz über die Pädagogische Hochschule (PH).

9 GE: Art. 1er des Règlement d'étude de la section des sciences de l'éducation. Ist auf der Internetseite der Fakultät der Psychologie und der Erziehungswissenschaften abrufbar: <http://www.unige.ch/fapse/etudes/>.

Mit Schulkader sind nicht nur die Mitarbeitenden der Generaldirektionen, die Leiterinnen und Leiter der Einrichtungen sowie die Direktorinnen und Direktoren der Institutionen der Lehrerinnen- und Lehrerbildung, sondern auch die Schulinspektorinnen und Schulinspektoren gemeint.

Unabhängig von der gewählten Ausbildungsart (PH, Universität oder IFMES) streben die Mitglieder der EDK nach einer stärkeren Koordination, sowohl in der Grundbildung der Lehrerinnen und Lehrer und der Schulkader als auch in der Weiterbildung.

Diese Koordination profitiert dank der Mitarbeit der EDK im Bereich der Anerkennung von Diplomen der PH und der Universitäten bereits von ersten Grundlagen. So anerkennt die EDK die Diplome von Hochschule für Lehrerinnen und Lehrer der Vorschul- und Primarstufen, der Sekundarstufe I und der Maturitätsschulen (Sekundarstufe II). Zu diesem Zweck hat sie die folgenden Reglemente verabschiedet¹⁰:

- Reglement über die Anerkennung von Hochschuldiplomen für Lehrkräfte der Vorschulstufe und der Primarstufe vom 10. Juni 1999, geändert am 28. Oktober 2005 (Nr. 4.3.2.3);
- Reglement über die Anerkennung von Hochschuldiplomen für Lehrkräfte der Sekundarstufe I vom 26. August 1999, geändert am 28. Oktober 2005 (Nr. 4.3.2.4);
- Reglement über die Anerkennung der Lehrdiplome für Maturitätsschulen vom 4. Juni 1998, geändert am 28. Oktober 2005 (Nr. 4.3.2.1);
- Reglement über die Anerkennung der Lehrdiplome in Schulischer Heilpädagogik vom 27. August 1998, geändert am 28. Oktober 2005 (Nr. 4.3.2.2);
- Reglement über die Benennung der Diplome sowie der Weiterbildungsmaster im Bereich der Lehrerinnen- und Lehrerbildung im Rahmen der Bologna-Reform (Titelreglement) vom 28. Oktober 2005 (Nr. 4.3.2.6).

Zudem hat die EDK andere Texte, welche eine gewisse Zusammenarbeit zwischen verschiedenen Organismen zum Ziel haben, verabschiedet oder genehmigt, insbesondere:

- die Statuten der Schweizerischen Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (SKPH) vom 18. Januar 2002;
- die Statuten der Schweizerischen Zentralstelle für die Weiterbildung von Mittelschullehrpersonen (WBZ) vom 3. November 2000 (Nr. 2.5.1), sowie
- Reglement über die Anerkennung der Abschlüsse von Zusatzausbildungen für den Lehrberuf vom 17. Juni 2004 (Nr. 4.3.4.6).

Die in diesem Bereich geplante verstärkte Zusammenarbeit soll eine grössere Offenheit gegenüber den jeweiligen Praktiken in den verschiedenen kantonalen Systemen sowie eine grössere Mobilität der Lehrkräfte erlauben.

¹⁰ Die Nummerierung der hier erwähnten Texte ist dieselbe, wie diejenige, die von der EDK verwendet wird. Diese Texte sind in der Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK abrufbar:
http://www.edk.ch/d/edk/rechtsgrundlagen/sammlung/mainrechterl_d.html

3.5 Gemeinsame Lehrmittel und didaktische Materialien

Gestützt auf Artikel 8 des Vereinbarungsentwurfs der EDK erfolgt die Koordination der Lehrmittel auf der sprachregionalen Ebene durch die EDK-Regionalkonferenzen.

Als Regionalkonferenz im Sinne von Artikel 6 des Konkordats über die Schulkoordination ist demnach die CIIP mit dieser Aufgabe betraut; sie erfüllt diese gestützt auf ihre Statuten und besondere Abkommen bereits seit vielen Jahren in mehreren Bereichen.

Gemäss Artikel 2 der Interkantonalen Verwaltungsvereinbarung über die Lehrmittel und didaktische Materialien vom 19. Februar 2004¹¹ vereinbaren die Vorsteher der Departemente für Erziehung und Bildung der Kantone BE, FR, GE, JU, NE, VD und VS¹², zusammen der Reihe nach die folgenden Massnahmen zur Ausstattung der in ihrer Zuständigkeit stehenden Schulen umzusetzen:

- a) Verabschiedung und Erwerb einer gemeinsamen Lehrmittelreihe für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
- b) Verabschiedung und Erwerb von zwei bis drei Lehrmittelreihen für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
- c) Definierung eines offenen Angebotes an sachgemäss selektionierten und für gut befundenen Lehrmitteln; ein für gut befundenes Lehrmittel kann in den Klassen der Vereinbarungskantone verwendet werden;
- d) Herstellung (durch die CIIP oder durch Dritte) eines Originallehrmittels.

Dazu müssen die für das Erreichen der Ziele der genannten Vereinbarungen erforderlichen Beschlüsse und Massnahmen im Einklang mit dem Rahmenlehrplan oder den koordinierten Rahmenlehrplänen stehen (Art. 3 Bst. a der Vereinbarung vom 19. Februar 2004).

Artikel 13 dieser Vereinbarung sieht vor, dass die CIIP eine Kommission für die Bewertung der didaktischen Materialien und Projekte einsetzt. Diese hat vor allem folgende Aufgaben:

- a) Evaluation und Antrag auf Genehmigung der didaktischen Materialien, die auf dem Markt existieren, im Sinne von Artikel 2 Buchstaben a b und c;
- b) Analyse der festgestellten Bedürfnisse, Validierung von Projekten, Ausarbeiten von Mandaten oder Pflichtenheften für neue Materialien;
- c) Gutachten und Beratung für die Entwicklung und die Zukunft didaktischer Materialien.

Zudem entwickelt die Bewertungskommission die für ihre Arbeit nötigen Instrumente, vor allem Raster und Leitfäden für die Bewertung und die Bedürfnisanalyse. Sie unterbreitet der Konferenz je nach Bedürfnissen der Vereinbarungskantone Qualitätskriterien zur Ratifizierung (Abs. 2 & 3):

¹¹ Ist auf der Internetseite der CIIP abrufbar:

http://www.ciip.ch/ciip/pages/navigation_entetes/som_txtreglementaires.htm

¹² Der Kanton Tessin ist nicht Vertragspartei dieser Vereinbarung.

Die Erarbeitung und die Verwaltung der Vollzugshilfen der Interkantonalen Verwaltungsvereinbarung über die Lehrmittel und didaktischen Materialien werden Ad-hoc-Organen anvertraut: Die Produktionszentrale und eine Kommission beraten und unterstützen diese in der Erfüllung ihrer Aufgaben (Art. 14 & 15). Die Produktionszentrale hat die Konferenz der Generalsekretariate der CIIP regelmässig zu informieren, vor allem über die Entwicklung der pädagogischen Inhalte (Art. 16bis der Vereinbarung).

3.6 Parlamentarische Kontrolle

Die anlässlich der Einrichtung der Strukturen der Fachhochschule Westschweiz (FH-Westschweiz) eingeführte parlamentarische Aufsicht über interkantonale Institutionen wurde in der Westschweiz beim Inkrafttreten der «Vereinbarung vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland » (auch «Convention des conventions» oder «Concordat des Concordats» genannt) allgemein eingeführt.

Gestützt auf Artikel 8 Absatz 1 dieser Vereinbarung ist diese Aufsicht dann obligatorisch, wenn der durch jeden Kanton zu übernehmende Anteil im Jahresbudget der einzelnen Kantone im Durchschnitt eine Million übersteigt, was im vorliegenden Fall nicht zutrifft. Die Kantone sind frei, eine derartige Aufsicht einzusetzen, auch in Fällen, in denen diese Grenze nicht erreicht wird.

Weil der Kanton Bern der «Convention des conventions» nicht beigetreten ist, kann diese keine Anwendung auf die neue Westschweizer Schulvereinbarung finden. Der Kanton Bern ist jedoch am 1. Oktober 2004 der Interkantonalen Vereinbarung vom 9. Januar 1997 über die Schaffung einer Fachhochschule Westschweiz (FH-Westschweiz) beigetreten. Dies könnte als Präzedenzfall dienen und es den Westschweizer Grossen Räten erlauben, die interparlamentarische Kommission der FH-Westschweiz mit der Aufgabe zu betrauen, auch die parlamentarische Kontrolle über die Westschweizer Schulvereinbarung zu übernehmen. Der Kanton Bern ist jedoch dem Interkantonalen Abkommen vom 30 August 2002 über die parlamentarische Kontrolle dieser Institution nicht beigetreten.

In einem im Auftrag der Westschweizer Regierungskonferenz verfassten Rechtsgutachten¹³ ist Professor Auer der Ansicht, dass eine pragmatische Lösung ins Auge gefasst werden kann. Diese bestünde darin, den von einer bestimmten Vereinbarung betroffenen Drittkanton einzuladen, Vertreter für die interparlamentarische Kommission zu bezeichnen¹⁴. «Leistet der Drittkanton dieser Einladung, die auf keiner zwingenden Bestimmung der Vereinbarung beruhen kann, Folge, so kann die dergestalt neu zusammengesetzte interparlamentarische Kommission ihren Auftrag, nämlich die Parlamente aller betroffenen Kantone an den Verhandlungen über die fragliche Vereinbarung zu beteiligen, vollumfänglich erfüllen. Kommt der Drittkanton der Einladung nicht nach, so wird die interparlamentarische Kommission zwar in einer unvollständigen Zusammensetzung zusammenkommen, die aber Artikel 5 der „Convention des conventions“ entspricht. Die Situation wäre dieselbe, gesetzt den (nicht rein theoretischen) Fall, dass einer der vertragsschliessenden Kantone keine Vertreter für die interparlamentarische Kommission

13 ANDREAS AUER, Die Vereinbarkeit der «Convention des conventions» mit der Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich, Genf Mai 2005, zitiert in der Botschaft Nr. 226 vom 31. Oktober 2005 zum Dekretsentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zur Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich (IRV).

14 Botschaft Nr. 226, S. 21.

bezeichnen würde oder die Vertreter aus irgendeinem Grund nicht an einer Kommissionssitzung teilnehmen¹⁵.»

Infolgedessen kann der Kanton Bern, auch wenn er dem Interkantonalen Abkommen über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz nicht beigetreten ist, von den Unterzeichnerkantonen dieser Vereinbarung eingeladen werden, mit ihnen zusammen die von der Westschweizer Schulvereinbarung eingesetzte parlamentarische Kontrolle zu vollziehen.

Eine andere Möglichkeit bestünde in der Schaffung einer Ad-hoc-Kommission, die mit der parlamentarischen Kontrolle der Westschweizer Schulvereinbarung betraut wäre. Dies könnte jedoch dazu führen, dass Doppelspurigkeiten mit der interparlamentarischen Aufsichtskommission geschaffen würden.

Eine letzte Möglichkeit wäre, dass der Kanton Bern dem Interkantonalen Abkommen vom 30. August 2002 über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz beitreten würde.

3.7 Allgemeine Zuständigkeit für das Abgeben von Empfehlungen in Bereichen, die nicht Gegenstand der Westschweizer Schulvereinbarung sind

Diese allgemeine Zuständigkeit für das Abgeben von Empfehlungen betrifft neue Bereiche. Konkret handelt es sich dabei nicht um Aufgaben, die vom Vereinbarungsentwurf der EDK an die Regionalkonferenzen übertragen werden. Es handelt sich auch nicht um Tätigkeitsbereiche, in denen die Vereinbarungskantone als Ergänzung zu den Aspekten, deren Harmonisierung von der Vereinbarung der EDK bestimmt wird, bereits gemeinsame Zielsetzungen festgelegt haben.

Zur Erinnerung: Die Empfehlungen der CIIP haben keinen bindenden Charakter. Sie können die kantonalen Behörden nur anregen, ihre Vorschläge zu ratifizieren. Aus diesem Grund behalten die kantonalen Parlamente und Regierungen vollständige Freiheit in ihren Entscheidungen.

3.8 Rekursweg

Die Westschweizer Schulvereinbarung regelt nur Rechte und Pflichten von Kantonen und berechtigt oder verpflichtet keine Dritten.

Gegenstand einer spezifischen Vereinbarung vor einem Rekursorgan können nur Streitigkeiten sein, die zwischen den Kantonen bezüglich der Anwendung dieser Vereinbarung auftreten können¹⁶. In diesem Sinn kann man sich an Artikel 7 des Konkordats über die Schulkoordination anlehnen, der das Bundesgericht als zuständiges Rekursorgan einsetzt, gestützt auf Artikel 189 Abs. 1er Bst. d BV in seiner Fassung vom 18. April 1999¹⁷ bzw. Art. 189 Abs. 2 in seiner Fassung vom 12. März 2000¹⁸.

15 Rechtsgutachten Auer, S. 14

16 MORITZ ARNET, Das Konkordat über die Schulkoordination vom 29. Oktober 1970, Entstehung – Geschichte – Kommentar, Bern, 2000, zu Art. 7, Nr. 100.

17 AS 1999 2556.

18 AS 2000 3148.

Die Änderung von Artikel 189 BV – der noch nicht in Kraft ist – teilt dem Bundesgericht eine neue Zuständigkeit zu, da dieses auch Streitigkeiten wegen Verletzung des kantonalen Rechts beurteilt (Art. 189 Abs. 1er Bst. c neu). Privatpersonen können jedoch, gemäss der Rechtsprechung¹⁹, nur eine Verletzung der interkantonalen Regeln geltend machen, wenn ihnen diese Rechtsansprüche einräumen²⁰.

Diese Problematik betrifft vor allem den Bereich der Diplomanerkennung. Die EDK erliess in diesem Bereich sechs Reglemente²¹. Jedes enthält die folgende Bestimmung: «Gegen Entscheide der Anerkennungsbehörde stehen als Rechtsmittel die staatsrechtliche Klage bzw. die staatsrechtliche Beschwerde an das Bundesgericht zur Verfügung²²».

Die besagten Bestimmungen beziehen sich auf Artikel 10 der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen:

Art.10 – Rechtsschutz

- 1 Die Reglemente und die Entscheide der Anerkennungsbehörden können von den betroffenen Privaten gemäss Artikel 84 Abs. 1 Bst. a und b des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege vom 16. Dezember 1943 beim Bundesgericht mit staatsrechtlicher Beschwerde angefochten werden.
- 2 Über die Anfechtung von Reglementen und Entscheiden der Anerkennungsbehörden durch einen Kanton und über andere Streitigkeiten zwischen den Kantonen entscheidet auf staatsrechtliche Klagen hin das Bundesgericht gemäss Artikel 83 Bst. b des Bundesgesetzes über die Bundesrechtspflege vom 16. Dezember 1943.

Es ist demnach nicht notwendig, eine ausdrückliche Bestimmung über die staatsrechtliche Beschwerde im Bereich der Anerkennung zu schaffen, da die von der EDK verabschiedeten Reglemente ausdrücklich darauf verweisen. Der Rechtsweg ist so gewährleistet.

Hingegen müssen die Rechte der Kantone im Falle von Streitigkeiten über die Anwendung der Westschweizer Schulvereinbarung gewahrt werden. Artikel 83 OG über staatsrechtliche Klagen wird in Kürze durch Artikel 120 des Bundesgesetzes vom 17. Juni über das Bundesgericht (BGG) ersetzt²³.

19 BGE 112 Ia 75,76.

20 MAHON in Jean-François Aubert und Pascal Mahon, Petit Commentaire de la Constitution fédérale de la Confédération suisse vom 18. April 1999, Zürich, Basel, Genf 2003, zu Art. 189, Nr.9.

21 siehe Sammlung der Rechtsgrundlagen der EDK, Kapitel 4.3.4. Ist auf der Internetseite der EDK abrufbar: http://www.edk.ch/d/edk/rechtsgrundlagen/sammlung/mainrechterl_d.html

22 siehe 3.4 «Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer / Ausbildung der Bildungskaders», S.13..

23 BBI 2001 4202 ff, 4351. Siehe auch HERIBERT RAUSCH, Öffentliches Prozessrecht auf der Basis der Justizreform, Zürich, Basel, Genf 2005, S. 60 und 61.

4 Kommentar der einzelnen Artikel

4.1 Die Parteien

Die Vertragsparteien dieser Vereinbarung sind die Westschweizer Kantone sowie der Kanton Bern. Der Kanton Tessin²⁴, der gestützt auf Artikel 1er Absatz 1 der Statuten der besagten Institution Mitglied der CIIP ist, tritt der Westschweizer Schulvereinbarung nicht bei.

4.2 Die Grundlagen

Die in der Präambel der Westschweizer Schulvereinbarung aufgeführten Grundlagen beschränken sich auf die wichtigsten Bestimmungen bzw. auf die Verfassungsbestimmungen sowie die Bestimmungen der Vereinbarung und der Statuten:

- Der Entwurf der Westschweizer Schulvereinbarung stützt sich in allererster Linie auf die Bestimmungen der Bundesverfassung im Bereich der Bildung und der Forschung. Da Volk und Kantone demnächst über eine Änderung dieser Bestimmungen abstimmen, ist es angebracht, sie auf möglichst allgemeine Weise zu erwähnen. Diese Lösung hat den Vorteil, dass der vorgeschlagene Wortlaut nach der Abstimmung nicht geändert werden muss;
- die zweite Kategorie von Grundlagen enthält die Verfassungsbestimmungen – sowohl Bundesbestimmungen als auch kantonale Bestimmungen – über die Genehmigung von interkantonalen Vereinbarungen. Sämtliche diesbezüglichen kantonalen Bestimmungen erteilen der kantonalen Legislative die Kompetenz, interkantonale Vereinbarungen zu genehmigen.

Es sei daran erinnert, dass die Beschlüsse der Kantonsparlamente bezüglich der Genehmigung von interkantonalen Vereinbarungen in allen betroffenen Kantonen dem fakultativen Referendum unterliegen²⁵. Diese Verfassungsbestimmungen werden indes nicht aufgeführt;

- der Entwurf der Westschweizer Schulvereinbarung stützt sich ausserdem auf das Konkordat über die Schulkoordination vom 29.10.1970, insbesondere auf Artikel 6 über die EDK-Regionalkonferenzen;
- zudem gilt es auch den Entwurf der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule (Vereinbarung der EDK) zu berücksichtigen; er stellt eine wichtige Grundlage für die Westschweizer Schulvereinbarung dar;
- schliesslich ist die Erklärung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins vom 30. Januar 2003 über den Zweck und die Ziele der öffentlichen Schule Grundlage für die politischen Ziele der Westschweizer Schulkoordination.

24 Der Kanton Tessin ist ebenfalls Mitglied der EDK, auch wenn er dem Konkordat vom 29. Oktober 1970 über die Schulkoordination nicht beigetreten ist. Zu den Gründen des Nicht-Beitritts: siehe BBI 2005, S. 5495, Fussnote 10.

25 Siehe Fussnote 3, S.8.

4.3 Die Artikel

4.3.1 Kapitel 1: Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 Zweck

*Die vorliegende Vereinbarung hat zum Zweck, den französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum in Einklang mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule zu verankern und zu stärken.
Sie regelt zudem die spezifischen Koordinationsbereiche der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (nachfolgend: die CIIP).*

Diese Bestimmung beschreibt den doppelten Zweck, den die Westschweizer Schulvereinbarung verfolgt:

- zum einen die Verankerung und die Stärkung des Westschweizer Bildungsraums;
- zum anderen die Umsetzung der Vereinbarungs der EDK.

Artikel 2 Anwendungsbereich

*Die vorliegende Vereinbarung ist auf folgende Bereiche anwendbar:
> für die obligatorische Zusammenarbeit: auf die obligatorische Schule sowie die Bereiche, deren Umsetzung mit dieser zusammenhängen;
> für die freiwillige Zusammenarbeit: auf sämtliche Bildungsbereiche.*

Die Westschweizer Schulvereinbarung unterscheidet zwei Arten der Zusammenarbeit in Bezug auf den Anwendungsbereich:

- 1) die obligatorische Zusammenarbeit im Bereich der obligatorischen Schule – welche nun auch die gegenwärtig zwei Jahre Kindergarten umfasst (Art. 5 Abs. 2) – sowie in allen Bereichen, deren Umsetzung mit dieser zusammenhängen.
- 2) die freiwillige Zusammenarbeit, welche sämtliche Bildungsbereiche betrifft.

4.3.2 Kapitel 2: obligatorische interkantonale Zusammenarbeit

1. Abschnitt: Bereiche der Zusammenarbeit

Artikel 3 Allgemeines

Les cantons parties à la Convention sont tenus de coopérer dans les domaines suivants :

- a) Zeitpunkt der Einschulung (Art. 4),
- b) Dauer der Schulstufen (Art. 5)
- c) Referenztests (Art. 6)
- d) Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer (Art. 7)
- e) Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer (Art. 8)
- f) Bildung der Bildungskader (Art. 9)
- g) Lehrmittel und didaktische Materialien (Art. 10)
- h) Harmonisierung der Lehrpläne (Art. 11/12)
- i) Dokumentierung von Wissen und Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler mittels nationaler oder internationaler, von der EDK empfohlener Portfolios (Art. 13)
- j) Kompetenzprofile (Art. 14).

Dieser Artikel zählt alle Bereiche auf, in denen die Vereinbarungskantone zusammenzuarbeiten haben. Im Sinne einer sowohl internen als auch bezüglich des Schweizer Bildungssystems Stärkung des Westschweizer Bildungsraums handelt es sich um eine umfassendere Aufzählung, als in Artikel 62 Absatz 4 BV in seiner Fassung vom 16. Dezember 2005 vorgesehen ist.

Jede nachträgliche Änderung dieser Aufzählung muss von allen betroffenen Kantonsparlamenten genehmigt werden.

Artikel 4 Zeitpunkt der Einschulung

Die Schülerinnen und Schüler werden mit dem vollendeten 4. Altersjahr eingeschult (Stichtag 30. Juni).

Diese Bestimmung entspricht Artikel 4 des Vereinbarungsentwurfs der EDK. Im Falle einer Annahme des Bundesbeschlusses vom 16. Dezember 2005 über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung²⁶ durch Volk und Kantone ist der Zeitpunkt der Einschulung ein Bereich, der Gegenstand einer Allgemeinverbindlichkeitserklärung werden und in dem der Bund die Kantone verpflichten könnte, interkantonalen Vereinbarungen beizutreten, wenn die Kantone zu keiner Einigung gelangen.

Die Festlegung eines Stichtages in der Westschweizer Schulvereinbarung schliesst individuelle Ausnahmefälle nicht aus, diese bleiben in der Zuständigkeit der Kantone.

Artikel 5 Dauer der Schulstufen

- 1 *Die obligatorische Schule beinhaltet zwei Schulstufen: die Primarstufe und die Sekundarstufe I.*
- 2 *Die Primarstufe, inklusive Vorschule oder Eingangsstufe, dauert acht Jahre und setzt sich aus zwei Zyklen zusammen :
a) der 1. Zyklus (1-4) beinhaltet zwei Jahre Vorschule oder Eingangsstufe sowie zwei Jahre Primarschule;
b) der 2. Zyklus (5-8) beinhaltet die vier letzten Jahre der Primarschule;*
- 3 *Die Sekundarstufe I schliesst an die Primarstufe an und dauert in der Regel drei Jahre. Sie beinhaltet den 3. Zyklus (9-11).*
- 4 *Die Zeit für das Durchlaufen der Schulstufen ist im Einzelfall abhängig von der individuellen Entwicklung der Schülerin oder des Schülers.*

Dieser Artikel nimmt Bezug auf Artikel 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

Die Dauer der Schulstufen ist ebenfalls ein Bereich, der Gegenstand einer Allgemeinverbindlichkeitserklärung werden und in dem der Bund die Kantone verpflichten könnte, interkantonalen Vereinbarungen beizutreten, wenn die Kantone zu keiner Einigung gelangen.

Der erste Absatz definiert die obligatorische Schule. Diese beinhaltet die Primarstufe und die Sekundarstufe I.

Die Absätze 2 und 3 definieren die Stufen der obligatorischen Schulen und beschreiben die entsprechenden Zyklen.

26 BBI 2005, S. 7273 ff...

Absatz 4 entspricht Artikel 5 Absatz 4 des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

Der Übergang zur neuen Nummerierung der Schuljahre sowie die Koordination zwischen gegenwärtigem und künftigen System werden in einer Übergangsbestimmung geregelt (Art. 27).

Indem der Inhalt von Artikel 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK in die Westschweizer Schulvereinbarung integriert wird und dieser zwingend einzuhalten ist, werden die betroffenen Kantone künftig über identische Strukturen verfügen. Dies festigt den Begriff des Westschweizer Bildungsraums, erleichtert die Durchführung gemeinsamer Referenztests und trägt dazu bei, einen Bildungsraum von hervorragender Qualität zu schaffen.

Artikel 6 Referenztests

Die CIIP organisiert für den gesamten französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum und insbesondere für das Ende der jeweiligen Schulzyklen gemeinsame Referenztests.

Dieser Artikel gründet auf Artikel 7 Absatz 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK. Im vorliegenden Artikel sind indes die Referenztests ein Bereich der obligatorischen Zusammenarbeit für die Vereinbarungskantone, während Artikel 7 Absatz 5 des Vereinbarungsentwurfs der EDK eine unverbindliche Kann-Formulierung aufweist.

Die Durchführung von Referenztests trägt zur Einführung des Westschweizer Bildungsraums sowie des Schweizer Bildungsraums bei, der vom neuen Artikel 61a der BV vorgesehen ist. Künftig wird sie es jeder Einheit (kantonale Departemente, Schulen) erlauben, alle eingeschul-ten Schülerinnen und Schüler der Schweiz auf der Grundlage von gemeinsamen Kriterien zu beurteilen und so für die Überwachung und die Steuerung des Systems wichtige Indikatoren zu liefern. Dieses Vorgehen soll nicht nur in der Westschweiz, sondern auch in der gesamten Schweiz einen Bildungsraum von hervorragender Qualität schaffen.

Artikel 7 und 8 Ausbildung und Weiterbildung von Lehrerinnen und Lehrern

art. 7

- 1 Die CIIP koordiniert die Inhalte der Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer für den gesamten französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum.*
- 2 Sie bezieht sich dabei auf die diesbezüglichen Anforderungen der EDK und insbesondere auf die Mindestanforderungen für die Anerkennung der Diplome der Lehrerinnen und Lehrer.*

art. 8

- 1 Die CIIP koordiniert die Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer.*
- 2 Zu diesem Zweck sichert sie sich die Zusammenarbeit mit den zuständigen Organen der EDK und insbesondere mit der Schweizerischen Konferenz der Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (SKPH) und der Schweizerischen Weiterbildungszentrale (WBZ) zu.*

Diese Bestimmungen sollen die Koordination im Bereich der Grundbildung und der Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer auf dem Gebiet des Westschweizer Bildungsraums besser verankern. Die EDK hat bereits mehrere Reglemente im Bereich der Anerkennung von Diplomen von Hochschulen für Lehrerinnen und Lehrer der Vorschul- und Primarstufe²⁷, der Sekundars-

²⁷ Reglement über die Anerkennung von Hochschuldiplomen für Lehrkräfte der Vorschulstufe und der Primarstufe

tufe I²⁸ und der Maturitätsschulen²⁹ (Sekundarstufe II) erlassen

Gegenwärtig wird sowohl die Grundbildung als auch die Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer an den Pädagogischen Hochschulen, an der Universität oder an der IFMES absolviert. Damit eine grössere Homogenität zwischen den Bildungssystemen in der Westschweiz gewährleistet werden kann, muss die CIIP die Kompetenz besitzen:

- die Inhalte der Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer auf dem gesamten Gebiet des Westschweizer Bildungsraums zu bestimmen; und
- ihre Weiterbildung zu koordinieren.

Vor diesem Hintergrund kann die CIIP:

- die Öffnung der Weiterbildung zwischen den Kantonen fördern;
- die Koordination von Angeboten (vor allem in so genannt «seltene» Ausbildungen) sowie weitere mögliche Rationalisierungen veranlassen; unter Berücksichtigung der Bedürfnisse der Kantone, der Lehrerinnen und Lehrer im Bildungsraum und auch deren Verteilung in der Westschweiz..

In der Ausübung ihrer Kompetenzen muss die CIIP die von der EDK genehmigten oder verabschiedeten Bestimmungen berücksichtigen³⁰.

Die Organisation der Struktur, in welcher diese Ausbildungen absolviert werden, bleibt in der Zuständigkeit der Kantone.

Artikel 9 Ausbildung der Bildungskader

Die CIIP organisiert die gemeinsame Ausbildung der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren sowie der Bildungskader.

Diese Bestimmung zielt ebenfalls auf eine bessere Koordination im Bereich der Ausbildung der Bildungskader.

Mit Schulkader sind nicht nur die Mitarbeitenden der Departementsleitungen, die Leiterinnen und Leiter der Einrichtungen sowie die Direktorinnen und Direktoren der Institutionen der Lehrerinnen- und Lehrerbildung³¹, sondern auch die Schulinspektorinnen und Schulinspektoren gemeint.

vom 10. Juni 1999 (Nr. 4.3.2.3).

28 Reglement über die Anerkennung von Hochschuldiplomen für Lehrkräfte der Sekundarstufe I vom 26. August 1999 (Nr. 4.3.2.4).

29 Reglement über die Anerkennung der Lehrdiplome für Maturitätsschulen vom 4. Juni 1998 (Nr. 4.3.2.1).

30 Statuten der Schweizerischen Konferenz der Rektorinnen und Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (SKPH) vom 18. Januar 2002.

Statuten der Schweizerischen Zentralstelle für die Weiterbildung von Mittelschullehrpersonen (WBZ) vom 3. November 2000 (Nr. 2.5.1), sowie

das Reglement über die Anerkennung der Abschlüsse von Zusatzausbildungen für den Lehrberuf vom 17. Juni 2004 (Nr. 4.3.4.6).

31 MONICA GATHER THURLER, Das Führungsamte in einer im Wandel begriffenen Gesellschaft, in «Leadership im Bildungsbereich und Schulwandel», Kongress der Schweizerischen Gesellschaft für Bildungsforschung, Lugano

Die Übernahme setzt ein finanzielles Engagement der CIIP voraus. Gegebenenfalls muss diese den von der EDK in diesem Bereich verabschiedeten Bestimmungen Rechnung tragen.

Die Organisation der Struktur, in welcher diese Ausbildungen absolviert werden, bleibt ebenfalls in der Zuständigkeit der Kantone.

Artikel 10 Lehrmittel und didaktische Materialien

- 1 Die CIIP gewährleistet die Koordinierung der Lehrmittel und der didaktischen Materialien auf dem Gebiet der Vereinbarungskantone.
- 2 Sie setzt der Reihe nach folgende Massnahmen um:
 - a) Verabschiedung und Erwerb einer gemeinsamen Lehrmittelreihe für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
 - b) Verabschiedung und Erwerb von zwei bis drei Lehrmittelreihen für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
 - c) Definierung eines offenen Angebotes an sachgemäss selektionierten und für gut befundenen Lehrmitteln; ein für gut befundenes Lehrmittel kann in den Klassen der Vereinbarungskantone verwendet werden;
 - d) Herstellung (durch die CIIP oder durch Dritte) eines Originallehrmittels.

Diese Bestimmung stützt sich auf Artikel 8 des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

Sie ermöglicht eine bessere Verankerung der am 19. Februar 2004 zwischen den Vorstehern der Departemente für Erziehung und Bildung der Kantone BE, FR, GE, JU, NE, VD und VS geschlossenen Interkantonalen Verwaltungsvereinbarung über die Lehrmittel und didaktische Materialien, indem sie jedoch dem Erwerb von existierenden Sammlungen gegenüber der Produktion von eigenen Lehrmitteln den Vorzug gibt (mit möglichen Anpassungen).

Abschnitt 2: Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz

Artikel 11 Kompetenz

Die CIIP erlässt einen Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz mit dem Ziel, die kantonalen Lehrpläne zu harmonisieren.

Dieser Artikel befasst sich mit der Delegation von Kompetenzen der kantonalen Behörden an die CIIP. Konkret bedeutet dies, dass durch diese Bestimmung die in einem demokratischen Verfahren gewählten kantonalen Behörden einen Teil ihrer Hoheitsrechte an ein interkantonales Organ abtreten, deren Vertreterinnen und Vertreter nicht direkt vom Volk, sondern von den Kantonsregierungen ernannt wurden.

Aus diesem Grund muss die Westschweizer Schulvereinbarung vom Parlament³² jedes einzelnen Vereinbarungskantons ratifiziert werden. Zudem ist darauf hinzuweisen, dass der Ratifikationsbeschluss des Parlaments in jedem Vereinbarungskanton der Westschweizer Schulvereinbarung dem Referendum unterliegt.

September 2005, S.51. Ist auf dem Internet abrufbar: http://ssre05.educanet2.ch/info/pdf/Progr_Unico.pdf

³² Der von Art. 51 Abs. 1 BV vorgesehene, auf den kleinsten gemeinsamen Nenner gebrachte demokratische Grundsatz verlangt insbesondere, dass jeder Kanton über ein kompetentes Parlament verfügt, das in der Lage ist, die wichtigsten Beschlüsse zu fassen und dass diese Parlamente aus einer universellen direkten Wahl hervorgegangen sind (JEAN-FRANCOIS AUBERT in Jean-François Aubert und Pascal Mahon, op. cit., ad Art. 51, Nr.5).

Artikel 12 Inhalt

Der Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz wird regelmässig weiterentwickelt. Er harmonisiert für jeden Zyklus die entsprechenden Anteile (in Prozent) der Fachbereiche und lässt dabei jedem Kanton einen Spielraum von maximal 15 Prozent der gesamten Unterrichtsdauer eines Zyklus.

Die in Artikel 11 festgelegte Übertragung von Kompetenzen muss auch eine Abgrenzung der besagten Kompetenz beinhalten.

Nebst dem Hinweis auf den evolutiven Charakter des Rahmenlehrplans für die französischsprachige Schweiz legt dieser Absatz den Kompetenzbereich, der beim Kanton verbleibt, fest.

Artikel 13 Portfolios

Die Vereinbarungskantone sorgen dafür, dass die Schülerinnen und Schüler ihr Wissen und ihre Kompetenzen mittels nationaler oder internationaler, von der EDK empfohlener Portfolios dokumentieren können.

Diese Bestimmung entspricht Artikel 9 des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

Ihr kommt im Zusammenhang mit der Schaffung des Bildungsraums Schweiz (neuer Art. 61a BV³³) und des Westschweizer Bildungsraums eine besondere Bedeutung zu. Sie ermöglicht den Schülerinnen und Schülern, ihr Wissen und ihre Kompetenzen mittels in der gesamten Schweiz angewandter Bewertungsinstrumente zu dokumentieren..

Artikel 14 Kompetenzprofile

Die Vereinbarungskantone erarbeiten für das Ende der obligatorischen Schule individuelle Kompetenzprofile mit dem Zweck, die Schulen der Sekundarstufe II sowie die Lehrmeisterinnen und Lehrmeister zu dokumentieren.

Die Kompetenzprofile fassen auf einem Kompetenzmodell, welches die Kommunikation im Zusammenhang mit dem von einer Schülerin oder einem Schüler erworbenen Wissen oder Kompetenzen verfeinert. In den gewählten Fächern werden Kompetenzen definiert; jede Schülerin und jeder Schüler kann anhand dieses Katalogs das Gelernte hervorheben. Diese Informationen vervollständigen die Zertifikationsdispositive der einzelnen Kantone, indem sie zusätzlich zur allgemeinen Beurteilung in einem Fach präzisere Angaben zu den Fähigkeiten der Schülerin oder des Schülers liefert.

Dank dieser Kompetenzprofile ist man in der Lage, den Übergang von der obligatorischen Schule in die Studiengänge der postobligatorischen Schule besser zu gewährleisten, indem die Ausbildung angepasst wird, je nachdem ob sich die Schülerinnen und Schüler nach der obligatorischen Schule in die Arbeitswelt oder in ein Studium eintreten. Sie dienen ausserdem dazu, den Lehrmeistern oder Schulen der Sekundarstufe 2 die Fähigkeiten der Schülerinnen oder Schüler genau zu dokumentieren.

33 BBl 2005, S.7273 ff.

4.3.3 Kapitel 3: Organisatorische Bestimmungen

Artikel 15 Ausführungsbestimmungen der Westschweizer Schulvereinbarung

- 1 Die CIIP verabschiedet die Regeln für die Umsetzung der vorliegenden Vereinbarung.
- 2 Die finanziellen Kompetenzen der kantonalen Parlamente bleiben vorbehalten.

Dieser Artikel überträgt der CIIP die Kompetenz, Ausführungsbestimmungen der Westschweizer Schulvereinbarung in Form von Verwaltungsvereinbarungen (ausschliesslich von den Kantonsregierungen ratifiziert) und interkantonale untergeordnete Texte (Reglemente, Entscheide, Beschlüsse usw.) zu erlassen.

Die Kantonsparlamente können sich zu diesen Texten nur äussern, wenn die finanziellen Auswirkungen der Umsetzung der Ausführungsbestimmungen ein Überschreiten der jährlichen Beiträge an die CIIP durch die Kantone verursachen (siehe Art. 17 der Westschweizer Schulvereinbarung).

Artikel 16 Empfehlungen

Für alle Bereiche des öffentlichen Schulwesens, der Erziehung und der Bildung, die nicht ausdrücklich in der vorliegenden Vereinbarung erwähnt sind, kann die CIIP zuhanden der Vereinbarungskantone Empfehlungen erarbeiten.

Dieser Artikel ermöglicht der CIIP, Texte zu erlassen, deren Ziel eine Harmonisierung der Regelungen in den Bereichen der öffentlichen Schule, der Erziehung und der Ausbildung, die jedoch nicht Gegenstand der Westschweizer Schulvereinbarung ist. Den Kantonen steht es frei, diese Bestimmungen zu übernehmen, da die Empfehlungen keinen bindenden Charakter haben³⁴. Die kantonalen Behörden behalten ihre vollumfängliche Souveränität bezüglich deren Anwendung.

Artikel 17 Finanzierung

- 1 Die CIIP finanziert ihre Tätigkeiten aus den Beiträgen der Vereinbarungskantone, aus Beiträgen und Subventionen des Bundes sowie aus leistungsbezogenen Erträgen..
- 2 Der Beitrag der Kantone wird alle fünf Jahre aufgrund der Bundesstatistik im Verhältnis zur jeweiligen Wohnbevölkerung ermittelt. Für die zweisprachigen Kantone Bern, Freiburg und Wallis wird der Verteilschlüssel der EDK angewendet.
- 3 Die Beiträge der Vereinbarungskantone werden von den jeweiligen Kantonsparlamenten gemäss ihrer entsprechenden Verfahrensbestimmungen beschlossen.

Dieser Artikel beschreibt zunächst die verschiedenen Finanzierungsquellen der CIIP.

Die gegenwärtigen Verteilschlüssel (EDK, CIIP, andere Regionalkonferenzen) ergeben sich alle aus der Wohnbevölkerung, derart können fremdsprachige Schülerinnen und Schüler automatisch berücksichtigt werden.

Bezüglich ihrer Beiträge an die CIIP wenden die Kantone ihre eigenen finanzrechtlichen parlamentarischen Verfahren an.

³⁴ CARDINE SCHMIDT, Simone FORSTER, Jacques-André Tschoumy, op.cit, S.35.

4.3.4 Kapitel 4: Parlamentarische Kontrolle

Dieses Kapitel (Art. 18 – 23) übernimmt die meisten Bestimmungen der Interkantonalen Vereinbarung über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz vom 30. August 2002, die zwischen den Kantonen Freiburg, Waadt, Wallis, Neuenburg, Genf und Jura geschlossen wurde und welcher der Kanton Bern im Jahr 2004 beigetreten ist.

Artikel 18 Bericht der CIIP

Die Kantonsregierungen unterbreiten ihrem Kantonsparlament jährlich einen vom Generalsekretariat der CIIP erarbeiteten Bericht. Dieser beinhaltet Informationen:

- a) zur Umsetzung der Vereinbarung,
- b) zum Jahresbudget,
- c) den Jahresabschlüssen der CIIP.

Diese Bestimmung beschreibt den Inhalt des Jahresberichts der CIIP.

Artikel 19 Interparlamentarische Kommission

- 1 *Die Vereinbarungskantone kommen überein, eine interparlamentarische Kommission einzusetzen, die sich aus je sieben Vertreterinnen und Vertretern pro Kanton zusammensetzt, welche vom jeweiligen Parlament gemäss dem ihm eigenen Verfahren bezeichnet werden.*
- 2 *Die interparlamentarische Kommission prüft das Budget, den Jahresbericht sowie die entsprechenden Jahresrechnungen, bevor diese den kantonalen Parlamenten unterbreitet werden.*
- 3 *Die interparlamentarische Kommission tagt mindestens zweimal jährlich. Sie kann zudem auf Antrag eines Drittels ihrer Mitglieder oder auf Vorschlag ihres Büros aufgrund einer im Voraus festgelegten Traktandenliste einberufen werden.*

Diese Bestimmung beschreibt die Zusammensetzung und die Kompetenzen dieses neuen Organs, das sich aus je sieben Vertreterinnen und Vertretern pro Kanton zusammensetzt. Diese werden vom jeweiligen Parlament gemäss dem kantonalen Verfahren zur Bezeichnung von Mitgliedern parlamentarischer Kommissionen ernannt.

Dieser Artikel enthält zudem einige auf die interparlamentarische Kommission anwendbare Verfahrensregeln.

Wird der heutigen interparlamentarischen Kontrollkommission der FH-Westschweiz die Kompetenz übertragen, die Anwendung der Westschweizer Schulvereinbarung zu beaufsichtigen³⁵, hängt die Ernennung der Vertreterinnen und Vertreter aus dem Kanton Bern von der Bereitschaft der Kantone ab, welche die Interkantonale Vereinbarung über die parlamentarische Kontrolle über die Fachhochschule Westschweiz vom 30. August 2002 ratifiziert haben.

Artikel 20 Präsidium / Artikel 21 Abstimmungen

Art. 20

- 1 *Anlässlich ihrer ersten Sitzung wählt die interparlamentarische Kommission eines ihrer Mitglieder als PräsidentIn und ein weiteres als VizepräsidentIn, wobei jede kantonale Delegation der Reihe nach berücksichtigt wird; bei*

35 Siehe S.8.

Abwesenheit des Präsidiums bezeichnet die Kommission eine Tagespräsidentin oder einen Tagespräsidenten.

- 2 Das Parlamentsbüro des Kantons, der das Präsidium der CIIP innehat, beruft die konstituierende Sitzung der interparlamentarischen Kommission ein und legt nach Absprache mit anderen Parlamentsbüros Ort und Zeitpunkt der Sitzung fest.
- 3 Jede kantonale Delegation in der interparlamentarischen Kommission ernennt eine Berichterstatlerin oder einen Berichterstatler.

Art. 21

- 1 Die interparlamentarische Kommission fasst ihre Beschlüsse mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder.
- 2 Verabschiedet sie eine Empfehlung zuhanden der Parlamente, so wird das Abstimmungsergebnis für jede kantonale Delegation getrennt im Protokoll festgehalten.
- 3 Das Resultat ihrer Arbeiten wird in einem Bericht zuhanden der Parlamente festgehalten.

Diese Bestimmungen entsprechen Artikel 4 und 5 der Interkantonalen Vereinbarung über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz vom 30. August 2002.

Artikel 22 Vertretung der CIIP

- 1 Die CIIP ist an den Sitzungen der Kommission vertreten. Sie nimmt jedoch nicht an den Abstimmungen teil.
- 2 Die interparlamentarische Kommission kann von der CIIP alle Informationen verlangen und mit ihrer Zustimmung Anhörungen vornehmen.

Dieser Artikel lehnt sich an Artikel 6 der Interkantonalen Vereinbarung über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz vom 30. August 2002 an. Sie ermöglicht der CIIP, an den Sitzungen der interparlamentarischen Kommission teilzunehmen.

Artikel 23 Prüfung des Berichtes der CIIP durch die Parlamente

- 1 Die Büros der jeweiligen Parlamente setzen den Bericht der CIIP auf die Traktandenliste der nächstmöglichen Session und fügen ihm den Bericht der interparlamentarischen Kommission bei.
- 2 Diese Berichte werden den Parlamentarierinnen und Parlamentariern gemäss den Bestimmungen ihres Parlamentes vor der Session zugestellt.
- 3 Jedes Parlament ist aufgefordert, vom Bericht der CIIP gemäss den ihm eigenen Bestimmungen Kenntnis zu nehmen.

Diese Bestimmung entspricht Artikel 7 der Interkantonalen Vereinbarung über die parlamentarische Kontrolle der Fachhochschule Westschweiz vom 30. August 2002. Sie sieht im Besonderen vor, dass:

- der Bericht des strategischen Vorstands und derjenige der interparlamentarischen Kommission, der ihm beigefügt ist, den Parlamentarierinnen und Parlamentariern oder den Parlamenten gemäss den jeweiligen Bestimmungen vor der Session zugestellt werden (Abs. 2);
- die Parlamente aufgefordert werden, vom Bericht des strategischen Vorstands gemäss den ihnen eigenen Bestimmungen Kenntnis zu nehmen (Abs. 3).

4.3.5 Kapitel 5: Rekurswege

Artikel 24 Rekurswege

Jede Streitigkeit zwischen den Vereinbarungskantonen bezüglich der Umsetzung der Westschweizer Schulvereinbarung kann vor das Bundesgericht getragen werden (Art. 120 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes über das Bundesgericht vom 17. Juni 2005).

Dieser Artikel trägt dem Ersatz des Bundesgesetzes vom 16. Dezember 1943 über die Bundesrechtspflege durch das Bundesgesetz vom 17. Juni 2005 über das Bundesgericht (BGG) Rechnung.

Dies bedeutet, dass die staatsrechtliche Klage – die es einem Kanton erlaubte, im Falle von Streitigkeiten mit einem anderen Kanton das Bundesgericht anzurufen – durch die auf Artikel 129 BGG gestützte Klage ersetzt wird³⁶. Das BBG wird voraussichtlich 2007 in Kraft treten.

4.3.6 Kapitel 6: Übergangsbestimmungen

Artikel 25 Entscheidungsverfahren vor der Ratifizierung der Westschweizer Schulvereinbarung

Kantone, welche die Westschweiz Schulvereinbarung unterzeichnet, aber noch nicht ratifiziert haben, sind von der obligatorischen Zusammenarbeit ausgeschlossen. Sie können den Verhandlungen über die Umsetzung und die Finanzierung der obgenannten Vereinbarung als Beobachter beiwohnen, doch verfügt ihre Vertretung über kein Stimmrecht.

Diese Bestimmung soll im Wesentlichen Blockaden vermeiden, nicht nur während dem Ratifizierungsverfahren der Westschweizer Schulvereinbarung, sondern auch ab dem Zeitpunkt, an dem diese in Kraft treten wird (gestützt auf Artikel 28e – im Falle eines Nicht-Beitritts eines oder mehrerer Kantone).

Dieser Artikel ermöglicht es Kantonen, die die Westschweizer Schulvereinbarung noch nicht ratifiziert haben, sich an der Finanzierung der CIIP zu beteiligen und den Verhandlungen über die Umsetzung der Westschweizer Schulvereinbarung als Beobachter beizuwohnen. Die Vertreterinnen und Vertreter dieser Kantone können sich indes nicht an Entscheiden im Zusammenhang mit den Bereichen der obligatorischen Zusammenarbeit beteiligen. Sie verfügen über kein Stimmrecht.

Ausserdem sollte die bei der CIIP im Rahmen des Konkordats über die Schulkoordination vom 29. Oktober 1970 eingesetzte Praxis angewandt werden.

Artikel 26 Harmonisierung der Schulstrukturen und der kantonalen Lehrpläne

- 1 Die Vereinbarungskantone verpflichten sich, die in Artikel 3 festgelegten Ziele innert einer Frist von höchstens vier Jahren nach Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung umzusetzen.*
- 2 Nach Ablauf dieser Frist ist die vorliegende Vereinbarung direkt anwendbar, soweit die Bestimmungen des kantonalen Schulrechts davon abweichen.*

Die in Absatz 1 vorgesehene Frist entspricht der Ausführungsfrist in Artikel 11 des Vereinbarungsentwurfs der EDK.

³⁶ BBI 2001, S. 4202 ff., AB 2003 S 913; AB 2004 N1615..

Absatz 2 lehnt sich an Artikel 72 Absatz 2 des Bundesgesetzes vom 14. Dezember 1990 über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (StHG) an³⁷. Gemäss dieser Bestimmung findet nach Ablauf dieser vom Gesetz festgelegten Frist das Bundesrecht direkt Anwendung, wenn ihm das kantonale Steuerrecht widerspricht.

Im vorliegenden Fall findet die Westschweizer Schulvereinbarung direkt Anwendung, wenn die Kantone ihre entsprechende Gesetzgebung innerhalb der in Absatz 1 festgelegten Frist bzw. vier Jahre nach ihrem Inkrafttreten nicht anpassen.

Absatz 2 trägt im Besonderen dem neuen Artikel 48 Absatz 5 BV³⁸ Rechnung, der das Verhältnis zwischen interkantonalem und kantonalem Recht näher erläutert. Dieser Absatz zeigt deutlich, dass das interkantonale Recht, zumindest wenn es direkt Anwendung findet, sich gegen alle kantonalen Bestimmungen, die davon abweichen, durchsetzt, einschliesslich der Bestimmungen der Vereinbarungen³⁹.

Auf den ersten Blick scheinen die Entwürfe für eine EDK-Vereinbarung sowie für eine Westschweizer Schulvereinbarung nicht direkt anwendbar zu sein. In beiden Fällen haben sich die Kantone zu verpflichten, ihre Gesetzgebung anzupassen, damit sie den Bestimmungen des interkantonalen Rechts entsprechen; dies hat innerhalb einer Frist von vier Jahren nach jeweiligem Inkrafttreten der Texte zu geschehen.

Hingegen ist keine Sanktion vorgesehen, sollte ein Kanton seiner Verpflichtung im Sinne von Artikel 11 des Vereinbarungsentwurfs der EDK und von Artikel 26 des Entwurfs der Westschweizer Schulvereinbarung nicht nachkommen. Man könnte jedoch die Massnahmen des Bundes (Art. 48a neu, BV) als echte Sanktion für Kantone, die nicht zusammenarbeiten, erachten. Der Artikel 48a BV erlaubt es dem Bund nämlich – auf Antrag der interessierten Kantone –, interkantonale Vereinbarungen allgemein als verbindlich zu erklären oder gewisse Kantone zu verpflichten, in streng abgegrenzten Bereichen interkantonalen Vereinbarungen beizutreten.

Einziger Zweck des Artikels 26 Absatz 2 der Westschweizer Schulvereinbarung ist die Verpflichtung der Kantone, das von ihnen bereits ratifizierte interkantonale Recht direkt anzuwenden. Die von dieser Bestimmung vorgesehene direkte Anwendung des interkantonalen Rechts scheint eine weniger radikale Lösung zu sein als die Massnahmen des Bundes im Sinne von Artikel 48a BV.

Artikel 27 Schulstufen und -zyklen

- 1 Der 1. Zyklus (1-4) entspricht den heutigen Schuljahren -2 bis +2.
- 2 Der 2. Zyklus (5-8) entspricht den heutigen Schuljahren 3 bis 6.
- 3 Der 3. Zyklus (9-11) entspricht den heutigen Schuljahren +7 bis +9.

Diese Bestimmung stellt die Verbindung zwischen den heutigen und künftigen Schulstufen und -zyklen her.

37 SR 642.14.

38 BBI 2003, S. 6591 ff. Noch nicht in Kraft getreten.

39 JEAN-FRANCOIS AUBERT in Jean-François Aubert und Pascal Mahon, op. cit., ad Art. 48, Nr.12.

4.3.7 Kapitel 7: Schlussbestimmungen

Artikel 28 Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt sechs Monate nach Ratifizierung durch drei Kantone in Kraft..

Die für das Inkrafttreten der Westschweizer Schulvereinbarung notwendige Anzahl Kantone entspricht ungefähr der verhältnismässigen Anzahl der Kantone, die für das Inkrafttreten des EDK-Vereinbarung notwendig ist (siehe Art. 15 der Westschweiz Schulvereinbarung).

Die Westschweizer Schulvereinbarung tritt nicht unmittelbar in Kraft. Diejenigen Kantone, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Ratifizierungsurkunde des dritten Kantons das Ratifizierungsverfahren der Westschweizer Schulvereinbarung noch nicht abgeschlossen haben, verfügen über eine zusätzliche Frist von sechs Monaten, um diese zu ratifizieren.

Artikel 29 Dauer, Kündigung

- 1 *Die vorliegende Vereinbarung wird auf unbegrenzte Zeit abgeschlossen.*
- 2 *Diese Vereinbarung kann unter Beachtung einer Kündigungsfrist von drei Jahren auf Ende eines Kalenderjahres mit Schreiben an die CIIP gekündigt werden.*

Diese Bestimmung ist eine Übertragung der entsprechenden Bestimmung der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule. Die Frist von drei Jahren ermöglicht die notwendigen Anpassungen im Falle einer Kündigung der Vereinbarung durch einen der Kantone.

Artikel 30 Ausserkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt ausser Kraft, sobald die notwendige Anzahl Kantone für das Inkrafttreten nicht mehr erreicht wird.

Analog zur Bestimmung über das Inkrafttreten (Art. 28) tritt die Westschweizer Schulvereinbarung ausser Kraft, wenn die Mindestanzahl von drei Kantonen nicht mehr erreicht wird.

Diese Bestimmung lehnt sich an die Lösung an, welche die Interkantonale Vereinbarung über die Koordination und Konzentration der hochspezialisierten Medizin (siehe Art. 16 dieser Vereinbarung).

5 Finanzen

5.1 Gegenwärtiges Budget der CIIP

Budget 2006: 7.5 Millionen Franken (7'449'200.00 Fr.)

Beiträge der Kantone: ungefähr 5.2 Millionen Franken.

Position	Kantone	Betrag (in Fr.)	prozentualer Anteil
1.	VD	1'888'000 Fr env.	35%
2.	GE	1'233'000 Fr. env	24%
3.	VS	603'000 Fr env.	12%
4.	NE	553'000 Fr env.	11%
5.	FR	488'000 Fr env.	9%
6.	BE	205'000 Fr env.	4%
7.	JU	205'000 Fr. env	4%
8.	TI	Pauschale 65'000 Fr.	1%

Die Einnahmen stammen aus:

- Verkäufen an Dritte (Produkte der CIIP, Schul- und Berufsberatung, Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz),
- Bundesbeiträgen
- Verschiedenen Beiträgen (allgemeine Dienste...).

5.2 Finanzielle Auswirkungen der Westschweizer Schulvereinbarung

Es gilt drei Aufgabentypen zu unterscheiden, die sich aus der Anwendung der Westschweizer Schulvereinbarung ergeben:

1. 1. Die Aufgaben, welche die CIIP bereits heute übernimmt und welche die Vereinbarung auf formellere Weise im interkantonalen Recht verankert (hauptsächlich Art. 9 (Ausbildung der Bildungskader), Art. 10 (Lehrmittel und didaktische Materialien), Art. 11/12 (Harmonisierung der Lehrpläne);
 - > Sie verursachen keine neuen Ausgaben und werden bereits vom Budget der CIIP gedeckt bzw. durch die Geldmittel der kantonalen Parlamente bei einem Teil der Lehrmittel und der didaktischen Materialien sowie bei der Ausbildung der Bildungskader.
2. Die neuen Aufgaben, mit denen die CIIP im Falle des Inkrafttretens der Westschweizer Schulvereinbarung betraut wird (hauptsächlich Art. 6 (Referenztests), Art. 7 (Koordination der

Inhalte der Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer), Art. 8 (Koordination der Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer), Art. 13 (Dokumentation des Wissens und der Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler mittels nationaler und/oder internationaler, von der EDK empfohlenen Portfolios), Art. 14 (Kompetenzprofile);

- > diese können teilweise durch den Verzicht auf einen Teil der heutigen Aufgaben kompensiert werden, allgemein werden sie aber zu einer Zunahme des Budgets der CIIP führen. Diese haben die Vereinbarungskantone entsprechend dem vorgesehenen Verteilschlüssel entweder über Budgettransfers oder über zusätzliche Ausgaben zu übernehmen, je nach Finanzlage der Kantone.

3. Die Änderungen, welche die Westschweizer Schulvereinbarung für die kantonalen Schulstrukturen mit sich bringt (Art. 4, Zeitpunkt der Einschulung (Senkung des Alters der obligatorischen Einschulung auf das vollendete vierte Lebensjahr), welcher eine von der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule vorgesehene Massnahme übernimmt, die in jedem Kanton Kosten verursachen, deren Höhe je nach gegenwärtigen kantonalen Systemen beträchtlich variieren: Jeder Kanton muss diese deshalb individuell beziffern). Diese Kosten entstehen hingegen nicht direkt aus der Westschweizer Schulvereinbarung, da die Massnahme durch die schweizerische Vereinbarung obligatorisch wird).
4. Schliesslich ist darauf hinzuweisen, dass die von der Westschweizer Schulvereinbarung vorgesehene parlamentarische Kontrolle eine bessere Überwachung der Ausgaben ermöglicht.

6 Zeitplan

Zeitplan	Schweizer Vereinbarung	Westschweizer Vereinbarung	Anmerkungen
1. Halbjahr 2006	Ab dem 16.2.: Vernehmlassungsverfahren bei den Kantonen + Vernehmlassung über die interparlamentarische Kommission der Westschweiz.	<p>2. Hälfte Februar bis Mitte März: Die Vernehmlassungsunterlagen des Entwurfs der Westschweizer Schulvereinbarung werden von den kantonalen Regierungen an ihre kantonalen Parlamente überstellt – in der vorliegenden Form oder nach einer eigenen Stellungnahme –, diese werden eingeladen, eine interparlamentarische Kommission mit je sieben Vertreterinnen und Vertretern pro Kanton einzusetzen, gestützt auf Artikel 5 der «Conventions des conventions».</p> <p>März 06: die kantonalen Parlamente ernennen ihre Mitglieder der interparlamentarischen Kommission.</p> <p>Ab April 06: die Mitglieder der interparlamentarischen Kommission verfügen über die Vernehmlassungsunterlagen (inkl. Vereinbarung der EDK).</p> <p>Ab Mai 06: die interparlamentarische Kommission hat sechs Monate Zeit, sich auszudrücken</p>	Gesprächspartnerin der interparlamentarischen Kommission: CIIP
2. Halbjahr 2006	November: Ende des Vernehmlassungsverfahrens bei den Kantonen	<p>Ende November 06: die interparlamentarische Kommission übergibt ihre Beobachtungen an die Kantonsregierungen, welche diese an die EDK bzw. an die CIIP weiterleiten.</p> <p>Ende 06: Die Regierungen informieren die interparlamentarische Kommission über die Folge, die sie ihren Beobachtungen gegeben haben. Dieselbe Information wird jedem betroffenen Kanton an die Kommission für auswärtige Angelegenheiten abgegeben.</p>	
1. Halbjahr 2007	1. Lesung in der Plenarversammlung der EDK des nach der Vernehmlassung modifizierten Vereinbarungsentwurfs	1. Lesung in der Vollversammlung der CIIP des nach der Vernehmlassung modifizierten Entwurfs der Westschweizer Schulvereinbarung	

2. Halbjahr 2007	Herbst: 2. Lesung in der Plenarversammlung der EDK des nach der Vernehmlassung modifizierten Vereinbarungsentwurfs, anschliessend Verabschiedung im Hinblick auf die Ratifizierung durch die Kantone (Inkrafttreten nach der Ratifizierung durch zehn Kantone)	Herbst: 2. Lesung in der Plenarversammlung der CIIP des nach der Vernehmlassung modifizierten Entwurfs der Westschweizer Schulvereinbarung, anschliessend Verabschiedung und Unterzeichnung im Hinblick auf die Ratifizierung durch die Kantone (Inkrafttreten sechs Monate nach der Ratifizierung durch drei Kantone)	Gemäss Artikel 7 Absatz 2 der «Conventions des conventions» wird die Stellungnahme der interparlamentarischen Kommission der Botschaft an die Parlamente beigefügt.
1. Halbjahr 2008	Ratifizierung in den Kantonen	Ratifizierung in den Kantonen	
2. Halbjahr 2008	Ratifizierung in den Kantonen	Ratifizierung in den Kantonen	

Es ist formal möglich, der gleichen interparlamentarischen Kommission sowohl die Prüfung der Westschweizer Schulvereinbarung als auch diejenige der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule anzuvertrauen. Dies hindert die Kantone nicht daran, parallel dazu die gewohnten Organisationen zur der einen und/oder der anderen sich in Vernehmlassung befindenden Vereinbarungen zu konsultieren.

7 Zusätzliche Unterlagen

7.1 Neue Bildungsverfassung

Bundesbeschluss vom 16. Dezember 2005 über die Neuordnung der Verfassungsbestimmungen zur Bildung

<http://www.admin.ch/ch/d/ff/2005/7273.pdf>

Beratungen des Nationalrates und Ständerates

http://www.parlament.ch/ab/frameset/d/n/4710/214284/d_n_4710_214284_214428.htm

7.2 Entwurf der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule

<http://www.edk.ch/>

HarmoS

http://edkwww.unibe.ch/d/EDK/geschaefte/framesets/mainAktivit_d.html

7.3 Interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP)

<http://www.ciip.ch>

Statuten der CIIP vom 9.5.1996

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/statuts_modif.pdf

Politische Erklärung der CIIP vom 15.4.2005

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/PEC_Texte_politique_15-4-05.pdf

Erklärung der CIIP über den erzieherischen Zweck und erzieherischen Ziele der öffentlichen Schule (18.11.1999)

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/finalites99.pdf>

Erklärung der CIIP über den Zweck und Ziele der öffentlichen Schule (30.1.2003)

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/cp030403_2%20.pdf

Entwurf des Westschweizer Rahmenlehrplans (PECARO) - (Version 2003, 2004 in Vernehmlassung geschickt)

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/index-pecaro.pdf>

Interkantonale Verwaltungsvereinbarung über die Lehrmittel und didaktischen Materialien vom 19. Februar 2004

<http://www.ciip.ch/ciip/pdf/28me.pdf>

Tätigkeitsprogramm 2005-2008

http://www.ciip.ch/ciip/pdf/Prog_CIIP_05-08.pdf

7.4 Verschiedene Rechtgrundlagen

Konkordat über die Schulkoordination vom 29. Oktober 1970
<http://edkwww.unibe.ch/d/EDK/rechtsgrundlagen/konkordat.html>

Vereinbarung vom 9. März 2001 über die Aushandlung, Ratifikation, Ausführung und Änderung der interkantonalen Verträge und der Vereinbarungen der Kantone mit dem Ausland.
<http://www.admin.ch/ch/d/as/2002/559.pdf>

8 Westschweizer Schulvereinbarung

Der Kanton Bern, der Staat Freiburg, der Staat Waadt, der Kanton Wallis, die Republik und Kanton Neuenburg, die Republik und Kanton Genf sowie die Republik und Kanton Jura (nachfolgend: die Vereinbarungskantone),

gestützt auf die Bildungs- und Forschungsartikel der Bundesverfassung,

gestützt auf die Artikel 48, 48a, 61a, 62, 63 und 63a der Bundesverfassung, Artikel 74 der Berner Kantonsverfassung, Artikel 100 der Freiburger Kantonsverfassung, Artikel 103 der Waadtländer Kantonsverfassung, Artikel 38 der Walliser Kantonsverfassung, Artikel 56 der Neuenburger Kantonsverfassung, Artikel 99 der Genfer Kantonsverfassung und Artikel 84 der Jurassischen Kantonsverfassung,

gestützt auf das Schweizerische Schulkonkordat vom 29. Oktober 1970,

gestützt auf den Entwurf der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) für eine Interkantonale Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule,

gestützt auf die Erklärung der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP) vom 30. Januar 2003 über den Zweck und die Ziele der öffentlichen Schule,

haben Folgendes vereinbart:

Kapitel 1: Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 – Zweck

Die vorliegende Vereinbarung hat zum Zweck, den französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum in Einklang mit der Interkantonalen Vereinbarung über die Harmonisierung der obligatorischen Schule zu verankern und zu stärken.

Sie regelt zudem die spezifischen Koordinationsbereiche der Interkantonalen Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (nachfolgend: die CIIP).

Artikel 2 – Anwendungsbereich

Die vorliegende Vereinbarung ist auf folgende Bereiche anwendbar:

- > für die obligatorische Zusammenarbeit: auf die obligatorische Schule sowie die Bereiche, deren Umsetzung mit dieser zusammenhängen;
- > für die freiwillige Zusammenarbeit: auf sämtliche Bildungsbereiche.

Kapitel 2: obligatorische interkantonale Zusammenarbeit

Abschnitt 1: Bereiche der Zusammenarbeit

Artikel 3 – Allgemeines

Die Vereinbarungskantone haben in folgenden Bereichen zusammen zu arbeiten:

- a) Zeitpunkt der Einschulung (Art. 4),
- b) Dauer der Schulstufen (Art. 5)
- c) Referenztests (Art. 6)
- d) Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer (Art. 7)
- e) Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer (Art. 8)
- f) Bildung der Bildungskader (Art. 9)
- g) Lehrmittel und didaktische Materialien (Art. 10)
- h) Harmonisierung der Lehrpläne (Art. 11/12)
- i) Dokumentierung von Wissen und Kompetenzen der Schülerinnen und Schüler mittels nationaler oder internationaler, von der EDK empfohlener Portfolios (Art. 13)
- j) Kompetenzprofile (Art. 14).

Artikel 4 – Zeitpunkt der Einschulung

Die Schülerinnen und Schüler werden mit dem vollendeten 4. Altersjahr eingeschult (Stichtag 30. Juni).

Artikel 5 – Dauer der Schulstufen

- 1 Die obligatorische Schule beinhaltet zwei Schulstufen: die Primarstufe und die Sekundarstufe I.
- 2 Die Primarstufe, inklusive Vorschule oder Eingangsstufe, dauert acht Jahre und setzt sich aus zwei Zyklen zusammen:
 - a) der 1. Zyklus (1-4) beinhaltet zwei Jahre Vorschule oder Eingangsstufe sowie zwei Jahre Primarschule;
 - b) der 2. Zyklus (5-8) beinhaltet die vier letzten Jahre der Primarschule.
- 3 Die Sekundarstufe I schliesst an die Primarstufe an und dauert in der Regel drei Jahre. Sie beinhaltet den 3. Zyklus (9-11).
- 4 Die Zeit für das Durchlaufen der Schulstufen ist im Einzelfall abhängig von der individuellen Entwicklung der Schülerin oder des Schülers.

Artikel 6 – Referenztests

Die CIIP organisiert für den gesamten französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum und insbesondere für das Ende der jeweiligen Schulzyklen gemeinsame Referenztests.

Artikel 7 – Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer

- 1 Die CIIP koordiniert die Inhalte der Grundausbildung der Lehrerinnen und Lehrer für den gesamten französischsprachigen Westschweizer Bildungsraum.
- 2 Sie bezieht sich dabei auf die diesbezüglichen Anforderungen der EDK und insbesondere auf die Mindestanforderungen für die Anerkennung der Diplome der Lehrerinnen und Lehrer.

Artikel 8 – Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer

- 1 Die CIIP koordiniert die Weiterbildung der Lehrerinnen und Lehrer.
- 2 Zu diesem Zweck sichert sie sich die Zusammenarbeit mit den zuständigen Organen der EDK und insbesondere mit der Schweizerischen Konferenz der Rektoren der Pädagogischen Hochschulen (SKPH) und der Schweizerischen Weiterbildungszentrale (WBZ) zu.

Artikel 9 – Formation des cadres scolaires

Die CIIP organisiert die gemeinsame Ausbildung der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren sowie der Bildungskader.

Artikel 10 – Lehrmittel und didaktische Materialien

- 1 Die CIIP gewährleistet die Koordinierung der Lehrmittel und der didaktischen Materialien auf dem Gebiet der Vereinbarungskantone.
- 2 Sie setzt der Reihe nach folgende Massnahmen um:
 - a) Verabschiedung und Erwerb einer gemeinsamen Lehrmittelreihe für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
 - b) Verabschiedung und Erwerb von zwei bis drei Lehrmittelreihen für ein Fach und eine Schulstufe oder einen Schulzyklus;
 - c) Definierung eines offenen Angebotes an sachgemäss selektionierten und für gut befundenen Lehrmitteln; ein für gut befundenes Lehrmittel kann in den Klassen der Vereinbarungskantone verwendet werden;
 - d) Herstellung (durch die CIIP oder durch Dritte) eines Originallehrmittels.

Abschnitt 2: Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz

Artikel 11 – Kompetenz

Die CIIP erlässt einen Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz mit dem Ziel, die kantonalen Lehrpläne zu harmonisieren.

Artikel 12 – Inhalt

Der Rahmenlehrplan für die französischsprachige Schweiz wird regelmässig weiterentwickelt. Er harmonisiert für jeden Zyklus die entsprechenden Anteile (in Prozent) der Fachbereiche und lässt dabei jedem Kanton einen Spielraum von maximal 15 Prozent der gesamten Unterrichtsdauer eines Zyklus.

Artikel 13 – Portfolios

Die Vereinbarungskantone sorgen dafür, dass die Schülerinnen und Schüler ihr Wissen und ihre Kompetenzen mittels nationaler oder internationaler, von der EDK empfohlener Portfolios dokumentieren können.

Artikel 14 – Kompetenzprofile

Die Vereinbarungskantone erarbeiten für das Ende der obligatorischen Schule individuelle Kompetenzprofile mit dem Zweck, die Schulen der Sekundarstufe II sowie die Lehrmeisterinnen und Lehrmeister zu dokumentieren.

Kapitel 3: Organisatorische Bestimmungen

Artikel 15 – Ausführungsbestimmungen der Westschweizer Schulvereinbarung

- 1 Die CIIP verabschiedet die Regeln für die Umsetzung der vorliegenden Vereinbarung.
- 2 Die finanziellen Kompetenzen der kantonalen Parlamente bleiben vorbehalten.

Artikel 16 – Empfehlungen

Für alle Bereiche des öffentlichen Schulwesens, der Erziehung und der Bildung, die nicht ausdrücklich in der vorliegenden Vereinbarung erwähnt sind, kann die CIIP zuhanden der Vereinbarungskantone Empfehlungen erarbeiten..

Artikel 17 – Finanzierung

- 1 Die CIIP finanziert ihre Tätigkeiten aus den Beiträgen der Vereinbarungskantone, aus Beiträgen und Subventionen des Bundes sowie aus leistungsbezogenen Erträgen.
- 2 Der Beitrag der Kantone wird alle fünf Jahre aufgrund der Bundesstatistik im Verhältnis zur jeweiligen Wohnbevölkerung ermittelt. Für die zweisprachigen Kantone Bern, Freiburg und Wallis wird der Verteilschlüssel der EDK angewendet.
- 3 Die Beiträge der Vereinbarungskantone werden von den jeweiligen Kantonsparlamenten gemäss ihrer entsprechenden Verfahrensbestimmungen beschlossen.

Kapitel 4: Parlamentarische Kontrolle

Artikel 18 – Bericht über die Tätigkeiten der CIIP

Die Kantonsregierungen unterbreiten ihrem Kantonsparlament jährlich einen vom Generalsekretariat der CIIP erarbeiteten Bericht. Dieser beinhaltet Informationen:

- a) zur Umsetzung der Vereinbarung,
- b) zum Jahresbudget,
- c) zu den Jahresabschlüssen der CIIP.

Artikel 19 – Interparlamentarische Kommission

- 1 Die Vereinbarungskantone kommen überein, eine interparlamentarische Kommission einzusetzen, die sich aus je sieben Vertreterinnen und Vertretern pro Kanton zusammensetzt, welche vom jeweiligen Parlament gemäss dem ihm eigenen Verfahren bezeichnet werden.
- 2 Die interparlamentarische Kommission prüft das Budget, den Jahresbericht sowie die entsprechenden Jahresrechnungen, bevor diese den kantonalen Parlamenten unterbreitet werden.
- 3 Die interparlamentarische Kommission tagt mindestens zweimal jährlich. Sie kann zudem auf Antrag eines Drittels ihrer Mitglieder oder auf Vorschlag ihres Büros aufgrund einer im Voraus festgelegten Traktandenliste einberufen werden.

Artikel 20 – Präsidium

- 1 Anlässlich ihrer ersten Sitzung wählt die interparlamentarische Kommission eines ihrer Mitglieder als PräsidentIn und ein weiteres als VizepräsidentIn, wobei jede kantonale Delegation der Reihe nach berücksichtigt wird; bei Abwesenheit des Präsidiums bezeichnet die Kommission eine Tagespräsidentin oder einen Tagespräsidenten.
- 2 Das Parlamentsbüro des Kantons, der das Präsidium der CIIP innehat, beruft die konstituierende Sitzung der interparlamentarischen Kommission ein und legt nach Absprache mit anderen Parlamentsbüros Ort und Zeitpunkt der Sitzung fest.
- 3 Jede kantonale Delegation in der interparlamentarischen Kommission ernennt eine Berichterstatterin oder einen Berichterstatter.

Artikel 21 – Abstimmungen

- 1 Die interparlamentarische Kommission fasst ihre Beschlüsse mit der Mehrheit der anwesenden Mitglieder.
- 2 Verabschiedet sie eine Empfehlung zuhanden der Parlamente, so wird das Abstimmungsergebnis für jede kantonale Delegation getrennt im Protokoll festgehalten.
- 3 Das Resultat ihrer Arbeiten wird in einem Bericht zuhanden der Parlamente festgehalten.

Artikel 22 – Vertretung der CIIP

- 1 Die CIIP ist an den Sitzungen der Kommission vertreten. Sie nimmt jedoch nicht an den Abstimmungen teil.
- 2 Die interparlamentarische Kommission kann von der CIIP alle Informationen verlangen und mit ihrer Zustimmung Anhörungen vornehmen.

Artikel 23 – Prüfung des Berichtes der CIIP durch die Parlamente

- 1 Die Büros der jeweiligen Parlamente setzen den Bericht der CIIP auf die Traktandenliste der nächstmöglichen Session und fügen ihm den Bericht der interparlamentarischen Kommission bei.
- 2 Diese Berichte werden den Parlamentarierinnen und Parlamentariern gemäss den Bestimmungen ihres Parlamentes vor der Session zugestellt.
- 3 Jedes Parlament ist aufgefordert, vom Bericht der CIIP gemäss den ihm eigenen Bestimmungen Kenntnis zu nehmen.

Kapitel 5: Rekurswege

Artikel 24 – Rekurswege

Jede Streitigkeit zwischen den Vereinbarungskantonen bezüglich der Umsetzung der Westschweizer Schulvereinbarung kann vor das Bundesgericht getragen werden (Art. 120 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes über das Bundesgericht vom 17. Juni 2005).

Kapitel 6: Übergangsbestimmungen

Artikel 25 – Entscheidungsverfahren vor der Ratifizierung der Westschweizer Schulvereinbarung

Kantone, welche die Westschweiz Schulvereinbarung unterzeichnet, aber noch nicht ratifiziert haben, sind von der obligatorischen Zusammenarbeit ausgeschlossen. Sie können den Verhandlungen über die Umsetzung und die Finanzierung der obgenannten Vereinbarung als Beobachter beiwohnen, doch verfügt ihre Vertretung über kein Stimmrecht.

Artikel 26 – Harmonisierung der Schulstrukturen und der kantonalen Lehrpläne

- 1 Die Vereinbarungskantone verpflichten sich, die in Artikel 3 festgelegten Ziele innert einer Frist von höchstens vier Jahren nach Inkrafttreten der vorliegenden Vereinbarung umzusetzen.
- 2 Nach Ablauf dieser Frist ist die vorliegende Vereinbarung direkt anwendbar, soweit die Bestimmungen des kantonalen Schulrechts davon abweichen.

Artikel 27 – Schulstufen und –Zyklen

- 1 Zyklus (1-4) entspricht den heutigen Schuljahren -2 bis +2.
- 2 Der 2. Zyklus (5-8) entspricht den heutigen Schuljahren 3 bis 6.
- 3 Der 3. Zyklus (9-11) entspricht den heutigen Schuljahren +7 bis +9.

Kapitel 7: Schlussbestimmungen

Artikel 28 – Inkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt sechs Monate nach Ratifizierung durch drei Kantone in Kraft.

Artikel 29 – Dauer, Kündigung

- 1 Die vorliegende Vereinbarung wird auf unbegrenzte Zeit abgeschlossen.
- 2 Diese Vereinbarung kann unter Beachtung einer Kündigungsfrist von drei Jahren auf Ende eines Kalenderjahres mit Schreiben an die CIIP gekündigt werden.

Artikel 30 – Ausserkrafttreten

Die vorliegende Vereinbarung tritt ausser Kraft, sobald die notwendige Anzahl Kantone für das Inkrafttreten nicht mehr erreicht wird.

Impressum

Verleger

Interkantonale Erziehungsdirektorenkonferenz der französischen Schweiz und des Tessins (CIIP)

Bestellungen

Generalsekretariat der CIIP, Faubourg de l'Hôpital 68, Postfach 556, CH-2002 Neuenburg.
Tel.: 032 889 69 72, E-mail ciip.srti@ne.ch

Internet

www.ciip.ch

